



Centre International de Recherches et d'Études sur le Terrorisme
& l'Aide aux victimes du Terrorisme

CIRET-AVT



SYRIE : UNE LIBANISATION FABRIQUÉE

**Compte-rendu de mission d'évaluation
auprès des protagonistes de la crise syrienne**

Paris, Janvier 2012

REMERCIEMENTS

Les auteurs du présent rapport remercient tous les Syriens qui ont accepté de les recevoir et de répondre à leurs questions, ainsi que les personnels diplomatiques arabes et européens, les responsables des services de renseignement, les membres des organisations humanitaires et les journalistes de la presse internationale avec lesquels ils ont échangé.

PREAMBULE

Organisée à l'initiative du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R¹) et du Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT²), une délégation internationale d'experts s'est rendue en Syrie du 3 au 10 décembre 2011, afin d'évaluer la situation syrienne en toute indépendance et neutralité et de rencontrer les protagonistes de cette crise qui dure depuis neuf mois. Elle a complété sa mission d'évaluation par des rencontres avec divers représentants de l'opposition syrienne à l'étranger, ainsi qu'avec de nombreux experts européens des questions proche-orientales.

La délégation comprenait les personnalités suivantes :

- Mme **Saïda Benhabylès** (Algérie), ancienne ministre de la Solidarité, ancien Sénateur, membre fondateur du CIRET-AVT, Prix des Nations Unies pour la société civile ;
- **Richard Labévière** (France), consultant international et écrivain spécialiste des Proche et Moyen-Orient, ancien rédacteur en chef à Radio France internationale (RFI), de *Défense* (revue de L'Institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN) et membre fondateur du CIRET-AVT ;
- **Eric Denécé** (France), directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

Mme **Anne-Marie Lizin** (Belgique) a également participé à la préparation et à la rédaction de ce rapport, bien que n'ayant pu se rendre en Syrie avec les autres membres de la délégation pour des raisons d'emploi du temps.

Anne-Marie Lizin est présidente honoraire du Sénat de Belgique et vice-présidente de l'Assemblée plénière de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Elle a été députée européenne (1979 à 1988), secrétaire d'Etat aux Affaires européennes (1988 à 1992), députée, sénatrice et présidente du Sénat belge (elle a été la première femme à occuper cette fonction).

Les principes qui ont guidé l'action de la délégation sont les suivants :

- attachement aux principes démocratiques : liberté, droits de l'homme et de la femme, résistance à l'oppression tels qu'affirmés dans les actes et décisions de l'ONU ;
- sécurité et sauvegarde des populations civiles ;
- neutralité dans le conflit ;
- opposition à toute intervention militaire étrangère transgressant le droit international, ou fondée sur un prétendu droit d'ingérence en contradiction avec les principes fondateurs de l'ONU ;
- énonciation des faits excluant tout jugement ;
- sens critique ;
- interdiction de la promotion de leurs intérêts nationaux par les membres de la délégation.

¹ <http://www.cf2r.org>

² <http://www.ciret-avt.com/>

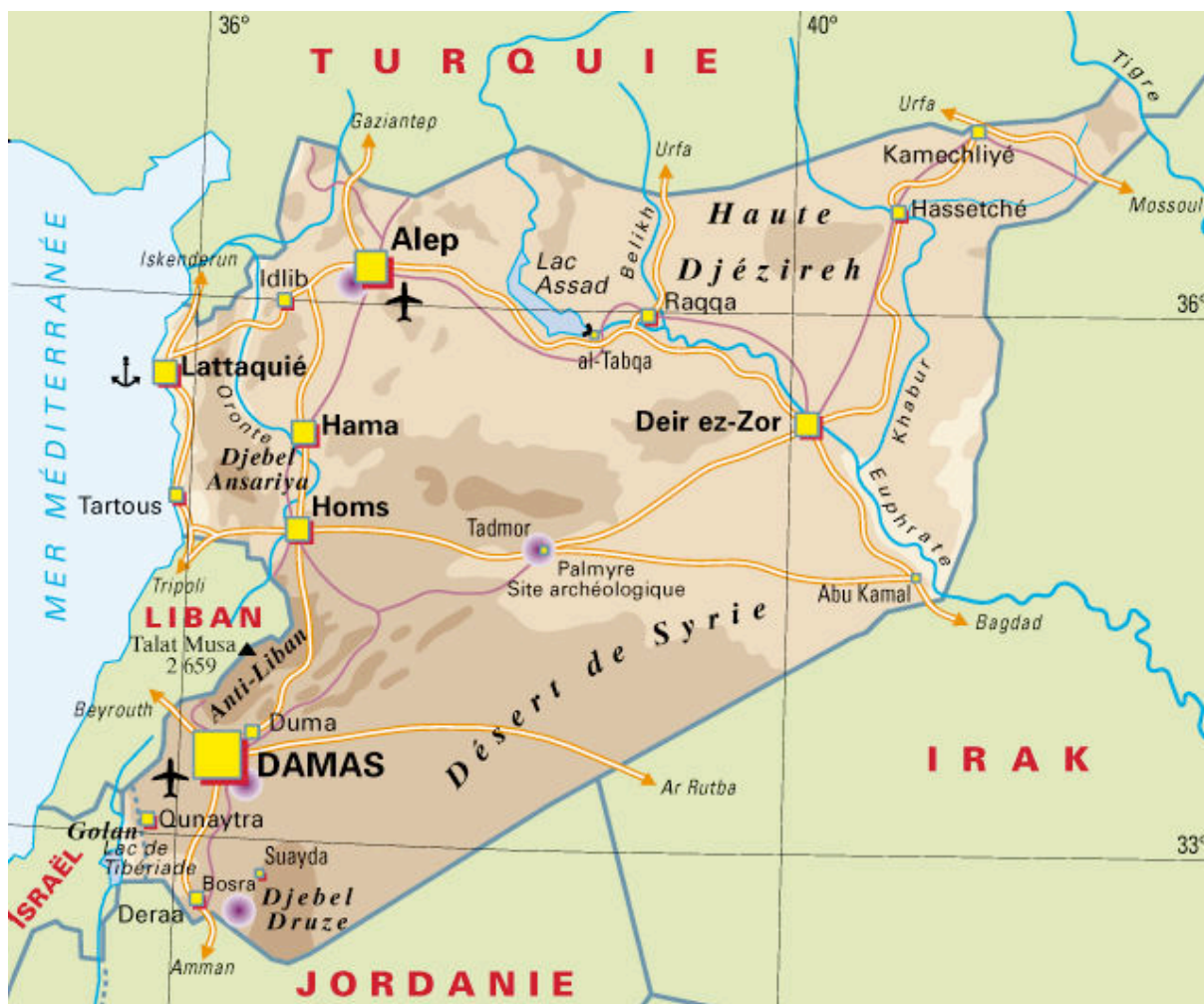
Sur ce dernier point, il convient de souligner que la délégation, de par sa composition, a bénéficié d'une expertise approfondie dans l'analyse et le décryptage des situations de crise et de la désinformation. Tout au long de sa mission, dans un conflit plus médiatique que proprement militaire, elle est restée particulièrement vigilante aux risques de manipulation de la part de ses interlocuteurs. Elle a entendu se tenir à distance des contempteurs de la rébellion comme des thuriféraires du régime de Damas.

Enfin, la mission a pu être autonome en matière de traduction, grâce à la présence et à la disponibilité de Saïda Benhabylès, que les autres membres de la délégation tiennent ici à remercier.

Nota

Ce rapport n'intègre que les événements survenus avant fin décembre 2011, jusqu'à la veille du déploiement des observateurs de la Ligue arabe.

Carte de la Syrie



SOMMAIRE

RESUME	p. 7
INTRODUCTION	p. 8
1. ORIGINE ET CONTEXTE DE LA REVOLTE	p. 10
Un régime sécuritaire	p. 10
Une libéralisation politique éphémère	p. 10
Des difficultés économiques et sociales structurelles	p. 11
2. LES EVENEMENTS	p. 13
Le déclenchement du « nouveau printemps syrien »	p. 13
Les foyers de la contestation	p. 14
La radicalisation du mouvement	p. 15
Les désertions et l'Armée libre de Syrie	p. 16
La montée en puissance des groupes salafistes	p. 16
Les appels au crime et aux affrontements interreligieux	p. 17
Les actes terroristes	p. 18
La réaction des forces de l'ordre	p. 19
Bilan de la répression	p. 20
Situation intérieure fin décembre 2011	p. 21
3. UNE OPPOSITION HETEROGENE	p. 23
Le Comité national de coordination pour le changement démocratique	p. 23
L'opposition interne favorable au dialogue	p. 24
Le Conseil national syrien	p. 24
Une opposition divisée sur la stratégie à adopter	p. 25
4. UN REGIME DEPASSE PAR LES EVENEMENTS ?	p. 27
Les responsabilités du pouvoir	p. 27
Un dialogue impossible ?	p. 28
Une timide ouverture	p. 29
La fidélité de l'armée	p. 29
Le soutien de la population au régime	p. 30

5. LA DIMENSION MEDIATIQUE DE LA CRISE	p. 32
Les techniques de désinformation à l'œuvre	p. 33
Les médias arabes, « acteurs aggravants » du conflit	p. 35
La destruction des témoignages indépendants	p. 36
Le rôle des « réseaux numériques »	p. 37
Les ripostes maladroites des autorités syriennes	p. 38
6. LA DIMENSION INTERNATIONALE DU CONFLIT	p. 39
Les raisons de l'image internationale négative de la Syrie	p. 39
Un obstacle à la politique américaine au Moyen-Orient	p. 41
Stratégies des autres adversaires de la Syrie	p. 43
Les soutiens de la Syrie	p. 45
Les sanctions économiques et leurs effets	p. 45
7. QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?	p. 47
Le risque de guerre civile : une « libanisation » fabriquée	p. 48
Le modèle socio-religieux syrien en sursis ?	p. 49
ANNEXES	p. 51
Liste des personnalités rencontrées	p. 52
Quelques repères historiques	p. 54

RESUME

La crise syrienne s'est ouverte le 15 mars 2011. Selon les Nations unies, celle-ci aurait causé environ 5 000 victimes (décembre 2011). Elle peut être qualifiée de « libanisation fabriquée ».

Elle a connu trois phases successives :

- l'amorce d'un mouvement social demandeur de plus de libertés civiles et politiques en résonance avec les « révolutions » tunisienne et égyptienne de janvier et du printemps 2011 ;
- l'affirmation d'une radicalisation confessionnelle débouchant sur des opérations terroristes et la formation de trois zones de confrontation armée rappelant la guerre civilo-régionale libanaise (1975-1989) : Deraa, Homs et Itlib ;
- la cristallisation d'une confrontation sunnites/chiites recouvrant la dualité géopolitique des néoconservateurs américains qui inspire toujours l'agenda de l'administration démocrate actuelle, à savoir les pays arabes dits « modérés » à ceux appartenant à un axe dit du « mal » : Iran, Syrie, Hezbollah et Hamas.

Notre constat principal est que le dossier iranien conditionne largement la gestion de la crise syrienne.

Cette « libanisation fabriquée » l'est par trois groupes d'acteurs principaux :

- le régime syrien, ses unités militaires opérationnelles et ses différents services de sécurité ;
- les responsables politiques et confessionnels dont les Frères musulmans et les chefs de groupes salafistes soutenus par les gouvernements ou des forces politiques des pays voisins: Jordanie, Liban, Turquie et, dans une moindre mesure, l'Irak ;
- les puissances régionales et internationales impliquées dans la zone : le Qatar, l'Arabie saoudite, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, la France.

Les médias des pays du Golfe, relayés par les grands groupes de presse anglo-saxons et leurs homologues européens et français sont devenus des acteurs de premier plan dans cette crise dont la couverture « globale » vise prioritairement la destruction du régime de Damas, à l'image du processus libyen.

INTRODUCTION

Depuis l'hiver 2011, l'ensemble des pays du monde arabe a été secoué par des mouvements populaires de contestation de l'ordre existant : aspiration à plus de liberté et de démocratie, à une meilleure répartition des richesses, réaction aux problèmes économiques et sociaux, ras-le-bol face au népotisme des régimes, etc. Partout les causes sont comparables.

Après la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Bahreïn et le Yémen, la Syrie a été touchée par ce phénomène. Mais le « printemps » syrien, expression d'un vrai mouvement populaire et d'une légitime revendication à la libéralisation politique, s'est rapidement transformé, à la fin du printemps, en raison de son incapacité à faire vaciller le régime, en une crise armée entre une opposition se radicalisant et un régime sécuritaire.

Si elle s'inscrit à l'origine dans la dynamique des « révolutions » arabes, la situation syrienne s'en distingue toutefois par ses implications internationales.

En effet, depuis trois décennies, Damas est l'allié de l'Iran, pays phare de « l'axe du mal » décrété par Washington, que les Américains cherchent à affaiblir par tous les moyens, tant en raison de son programme nucléaire, de son soutien au Hezbollah libanais, que de son influence régionale grandissante.

Or, le dossier iranien conditionne largement la gestion internationale de la crise syrienne, laquelle intervient par ailleurs dans le contexte du retrait des forces américains d'Irak et de l'inquiétude grandissante des pays du Golfe face à la constitution possible d'un axe Damas/Bagdad/Téhéran.

Les influences étrangères jouent ainsi un rôle essentiel dans la crise syrienne - davantage encore qu'en Libye - et l'ingérence des acteurs internationaux s'observe quotidiennement, aussi bien dans le soutien à une partie de l'opposition, qu'à travers la véritable guerre de l'information qui a été déclenchée contre Damas par les médias arabes et anglo-américains.

Certes, le régime syrien n'est pas un modèle démocratique, mais tout est mis en œuvre par ses adversaires afin de noircir encore le tableau, afin d'assurer le soutien de l'opinion internationale à l'opposition extérieure et de justifier les mesures prises à son encontre, dans l'espoir d'accélérer sa chute.

Cette falsification des faits dissimule à l'opinion mondiale le soutien que la majorité de la population syrienne apporte – souvent à contrecœur - au régime et que l'opposition extérieure n'est ni la plus légitime (à la différence de l'opposition intérieure historique), ni la plus proche des idéaux démocratiques qu'elle prétend promouvoir (en raison de son caractère fortement islamiste).

Le présent rapport a pour but d'apporter des éléments d'information objectifs sur une crise dont la réalité est considérablement déformée par le contrôle des médias internationaux par les adversaires de la Syrie. A cet effet, il fera successivement le point sur :

- le déroulement des événements depuis le début du « printemps » syrien ;
- les différentes composantes de l'opposition, leur légitimité, leurs objectifs et leurs stratégies ;
- les réactions du régime, ses responsabilités et l'attitude de la population à son égard ;
- la dimension médiatique de la crise, notamment la falsification orchestrée de la présentation des événements ;
- le jeu des acteurs étrangers qui poursuivent, à travers leur soutien à l'opposition ou au régime, des objectifs de politique étrangère qui n'ont rien à voir avec la situation interne du pays.

1. ORIGINE ET CONTEXTE DE LA REVOLTE

► Un régime sécuritaire

Le pouvoir politique syrien repose sur deux piliers : l'idéologie marxisante et nationaliste prônée par le parti Baas et ses liens avec la minorité religieuse alaouite à laquelle appartient la famille du président Bachar al-Assad.

Officiellement, la Syrie est une république parlementaire et multipartis. Il existe en effet huit partis politiques regroupés au sein du Front national progressiste (FNP) dominé par le parti Baas. Mais les membres de l'Assemblée appelée « Conseil du peuple » (*Majlis al-Sha'ab*) qui sont élus pour quatre ans n'ont aucune autorité réelle. Le président, élu pour sept ans, est aussi le chef du FNP et le secrétaire-général du parti Baas qui détient tous les postes nécessaires pour conduire la politique de l'Etat et la vie de la société. Dans la réalité, personne ne peut s'opposer légalement au gouvernement et à son président.

L'armée et les forces de sécurité sont la clef de voûte du régime. L'appareil d'Etat repose sur un grand nombre de services spéciaux et de gardes prétoriennes. Leurs dirigeants, même s'ils préfèrent rester dans l'ombre, sont les personnages incontournables dans le pays. Si le président dispose formellement de tous les pouvoirs, il lui faut cependant compter avec les caciques du régime qui peuvent déclencher à tout moment une révolution de palais si ses décisions ne leur conviennent pas.

Dès son arrivée au pouvoir, Bachar al-Assad – qui n'aspirait pas à cette responsabilité - se heurte très rapidement à un système entièrement aux mains de hauts dignitaires du régime. Il est obligé de composer avec ces caciques qui tiennent, non seulement les rouages politiques à travers les services secrets et l'armée, mais également les clefs de l'économie, en contrôlant l'immense bureaucratie qui se caractérise par sa léthargie.

Aussi, le président n'a pu entreprendre que des réformes économiques, certes importantes en apparence, mais très lentes à mettre en place. Elles n'ont commencé à se concrétiser qu'en 2006-2007. La corruption se rencontre à tous les étages. Elle est régulièrement dénoncée, par le président lui-même comme l'un des maux structurels du régime.

Comme son père, Bachar est soutenu par les minorités religieuses, le monde rural, la bourgeoisie sunnite urbaine et une bonne partie des fonctionnaires dont le nombre reste pléthorique.

► Une libéralisation politique éphémère

Le 10 juillet 2000, lorsque Bachar al-Assad succède à son père, Hafez, naît un grand espoir de libéralisation du régime. C'est ce que l'on a appelé le « Printemps de Damas ». Partout dans le pays s'exprime l'espoir du développement d'une véritable société civile,

laissant augurer des possibilités prochaines d'ouverture politique. Nombre de Syriens de la société civile et de l'opposition intérieure estiment qu'une réelle opportunité d'ouverture, sinon de changement du régime était possible. Des forums de discussion se multiplient alors dans tous le pays pour rédiger des cahiers de doléances.

Mais en février 2001, les services de sécurité gèlent l'activité des forums et emprisonnent la plupart de leurs animateurs. Différents cercles de pouvoir - les services de renseignement, certains officiers supérieurs de l'armée, la direction du Baas, la « vieille garde » alaouite - ont estimé que le « printemps de Damas » s'emballait et qu'il pourrait provoquer une *perestroïka* susceptible de balayer le régime.

Mais cette courte période de six mois, qui a vu s'ouvrir des débats politiques et sociaux inédits, a laissé une trace durable dans les élites du pays, y compris au sein de l'appareil d'Etat distinguant deux sensibilités qu'on peut appeler les « Anciens » partisans d'un statu quo favorable à la reproduction d'un Baas exerçant le monopole de la représentation politique et les « Modernes », favorables à une modernisation et une ouverture progressive du régime.

L'invasion américaine de l'Irak (2003) conduit à un nouveau raidissement du régime, qui se durcit encore en 2005, suite à l'assassinat de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri (14 février 2005) et les premières conclusions de la Commission internationale d'enquête laquelle accuse clairement le régime syrien d'avoir commandité l'attentat.

Hussein al-Odat, le porte-parole des Comités de coordination de l'opposition intérieure a été arrêté à ce moment-là. L'opposition interne a cherché alors à se regrouper et s'organiser, mais toutes les tentatives ont tourné cours. Al-Odat explique que le régime a tout fait pour empêcher l'émergence d'une opposition nationale responsable. *« Ses serviteurs falsifient constamment la réalité et donnent de fausses informations. La citoyenneté syrienne n'a plus de référence consensuelle : pas de liberté, de démocratie, d'égalité, de séparation des pouvoirs... Pas d'Etat de droit. C'est un régime fondé sur les services de sécurité qui ont toute marge de manœuvre et peuvent faire n'importe quoi en toute impunité. Toute initiative doit être soumise à demande d'autorisation : 113 professions ont besoin de l'accord des services pour s'exercer (fonctionnaire, enseignant, etc.). C'est un régime sécuritaire fondé sur la corruption et le népotisme généralisés : députés, juges et magistrats sont désignés par le pouvoir. Il n'y a pas de justice sociale, ni d'alternance politique. Et, les administrations régaliennes n'ont jamais prouvé leur compétence dans quelque domaine que ce soit ».*

► Des difficultés économiques et sociales structurelles

Depuis plusieurs années, la Syrie est confrontée à des difficultés économiques et sociales majeures : chômage endémique, hausse vertigineuse du coût de la vie et afflux de réfugiés irakiens qui viennent grossir les rangs des Palestiniens déjà présents dans le pays.

Le chômage touche 25% de la population (23 millions d'habitants) dont beaucoup de jeunes (75% de chômeurs ont entre 14 et 24 ans). En effet, 60% de la population a moins de 20 ans. Les réfugiés palestiniens (435 000) et surtout, irakiens (1,2 million),

ainsi que les 305 000 personnes déplacées du plateau du Golan depuis 1967, grèvent lourdement l'économie du pays.

Les fonctionnaires de rang subalterne sont souvent obligés d'avoir un deuxième emploi dans le privé pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. En effet, si les magasins luxueux de style occidental se développent, ils restent hors de prix pour la population. L'inflation officielle est de 5,5%, mais en réalité, elle avoisinerait 25% ! En conséquence, un tiers de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté et 10% de (plus de 2 millions de personnes) n'ont plus les moyens de subvenir à leurs besoins élémentaires.

Exemples de la hausse des prix : les loyers ont augmenté de 300% en 2007 ; de nombreux fruits et légumes ont vu leur prix doubler ; en octobre 2007, le prix de l'essence à la pompe a été augmenté de 20%. Même si elle a donné lieu à des mesures d'accompagnement social cette évolution s'est accentuée en 2009 et 2010 avec une inflation moyenne estimée entre 10 et 15% pour les produits de première nécessité.

L'économie est minée par la corruption, des industries étatiques vieillissantes, un secteur agricole instable et sous productif, l'épuisement rapide de ses réserves pétrolières, un système éducatif anachronique et la fuite des capitaux. Les sanctions américaines, les incertitudes politiques et l'escalade des tensions régionales, pèsent également lourdement sur l'environnement des affaires.

De plus, on assiste à une « dérive mafieuse » des héritiers des caciques de l'époque d'Hafez al-Assad. Ils ont tendance à infiltrer les rouages du régime à des fins personnelles. Ils profitent du relâchement des structures pour développer un capitalisme individualiste, créant des espaces facilement contrôlables dans la société de consommation. Cette dérive a débuté avec la prise du contrôle des nouvelles industries technologiques et du secteur des services (particulièrement celui de la téléphonie mobile). Il est complété par l'achat progressif des industries traditionnelles et une emprise foncière indéniable. Ces nouveaux hommes d'affaires, originaires majoritairement de Damas et d'Alep, ont les faveurs du pouvoir en place.

Le déclenchement des « révolutions » arabes a saisi cette situation à froid, dans la mesure où la majorité des élites politique, militaire et économique a continué à considérer que la Syrie était sanctuarisée par deux lignes Maginot infranchissables : le pays est le berceau d'un nationalisme arabe garant d'un structurant social et national indéfectible ; l'occupation israélienne du Golan (depuis juin 1967) a aussi valeur de structurant national et permet au régime de proroger l'état d'urgence.

2. LES EVENEMENTS

► Le déclenchement du « nouveau printemps syrien »

Les émeutes qui marquent le début de la séquence des révoltes syriennes ont éclaté le 15 mars 2011, dans la ville frontalière de Deraa : c'est la « route de la subversion islamiste, celle qui mène à Amman et en Arabie Saoudite », dit-on dans les cercles du pouvoir de Damas. Les tribus sunnites transfrontalières n'y ont jamais accepté la tutelle de Damas et les Frères musulmans jordaniens sont très actifs dans toute la région. Depuis les événements de Bahreïn, les bailleurs de fonds saoudiens sont revenus dans la région pour faire profiter les chefs de tribus de leurs largesses intéressées.

Les événements sont principalement déclenchés par l'affaire des enfants de Deraa. Une première manifestation a eu lieu devant une mosquée du centre ville. Des enfants font des tags critiquant le régime et réclamant le départ du gouverneur... Ils sont aussitôt arrêtés, puis torturés (ongles arrachés, etc.). Trois d'entre eux sont tués. Lorsque les parents sont venus réclamer leur libération, le gouverneur leur dit : « *Vous n'avez qu'à en faire d'autres. Et si vous n'en êtes pas capables, amenez nous vos femmes, nous allons le faire nous-mêmes* ». Humiliés publiquement, les parents saisissent les chefs de tribus qui organisent des manifestations devant le gouvernorat. Celles-ci dégénèrent vite. Le gouverneur de Deraa sera ultérieurement limogé par Bachar al-Assad, qui recevra les familles des victimes.

Les manifestations sont réprimées par l'armée, tandis que des mouvements similaires éclatent dans d'autres agglomérations du pays, épargnant les deux principales villes du pays, Damas et Alep, qui regroupent près de la moitié de la population totale. Dès le mois d'avril, le mouvement gagne en intensité et l'on voit des premiers éléments armés se joindre aux manifestants non seulement à Deraa mais aussi à Deir el-Zor (nord-est) et dans plusieurs localités le long de la frontière du (nord-ouest). Généralement, les manifestations se forment aux abords des mosquées sunnites, le vendredi après la prière.

Comme en Tunisie et en Egypte, on constate - dans un premier temps - l'amorce d'un mouvement social revendiquant davantage de libertés civiles. A ce stade, l'absence d'encadrement politique identifié laisse place à une improvisation fondée sur les solidarités familiales et de quartier.

Dans un deuxième temps, ce mouvement prend une coloration plus confessionnelle. Les mosquées sunnites jouent indéniablement un rôle de catalyseur tandis que les représentants des Frères musulmans à l'étranger (Aix-la-Chapelle, Londres et Washington) appellent à un élargissement de la mobilisation, mais sans véritables mots d'ordre précis. Les rescapés du premier « printemps de Damas » et les personnalités de l'opposition intérieure sont dépassés. On observe un usage significatif des « réseaux numériques ».

Abusé par des services incompetents et la surenchère sécuritaire de responsables locaux corrompus, le pouvoir central ne prend pas la véritable mesure du mouvement. Le fiasco de Deraa est symptomatique des dysfonctionnements de l'administration syrienne et Bachar al-Assad ne saisit pas l'occasion pour calmer le jeu et ré-ouvrir un débat national. Sous l'influence des ultras du régime, il choisit la répression et accuse l'étranger.

► Les foyers de la contestation

La rébellion a éclaté dans les régions de contestation historique du pouvoir central (à l'image de Benghazi pour la Libye). Les points d'abcès de la contestation sont, le plus souvent, des villes frontalières avec la Jordanie, la Turquie et le Liban. Les deux villes dans lesquelles ont lieu les manifestations les plus importantes et les affrontements les plus violents sont Deraa et Homs.

- **Homs** est une ville à majorité sunnite. Elle est proche du Liban (20 km) et dispose de multiples connections avec l'étranger (commerce légal et informel). Elle est aussi voisine de Hama, théâtre de la révolte armée des Frères musulmans réprimée par Hafez al-Assad en 1982 (l'estimation des victimes varie entre 10 000 et 20 000 victimes). C'est aussi le plus grand gouvernorat de Syrie. Il couvre 25% du territoire, la plus grande superficie de terres agricoles, délimitée par des frontières allant du Liban à l'Irak.

Homs connaît traditionnellement une forte criminalité (trafic de drogue et de biens de consommation). Les groupes armés y ont commencé des opérations dès mai 2011. En juin, se sont constituées des milices dites « d'auto-défense » basculant progressivement de la protection des zones sunnites à l'attaque des quartiers alaouites et des postes de la police et de l'armée. Sont apparus ensuite des groupes ouvertement « salafistes », d'inspiration libanaise dans leur recrutement, leurs revendications et leurs tactiques opérationnelles rappellent celles du siège de Nahr el-Bared¹. Ainsi, le 8 décembre 2011, des éléments armés ont attaqué la raffinerie de Homs pour aggraver les pénuries afin d'attiser le mécontentement populaire. Ces insurgés ont pris le contrôle de plusieurs quartiers de Homs et annoncé la création d'une Armée libre syrienne (ALS).

- **Deraa** (au sud du pays, à quatre kilomètres de la frontière jordanienne sur la route qui mène à Amman et en Arabie saoudite.) a toujours eu la réputation d'être la ville d'une double contestation orientée contre la suprématie du Baas et la minorité alaouite au pouvoir s'appuyant sur les régions et clientèles rurales. Transfrontalières, les tribus sunnites n'y ont jamais accepté la tutelle de Damas et ce lieu de passage obligé de la subversion islamiste a toujours été une tête de pont des Frères musulmans jordaniens, soutenus par Riyad, qui sont bien implantés dans cette ville.

En revanche, la mobilisation a été moins importante à Damas et Alep, ne concernant, dans la capitale que les ceintures populaires du nord-est et du sud-ouest de la ville. Cette stabilité s'explique notamment par l'alliance des bourgeoisies sunnites commerçantes avec le régime. Tant que le « bazar » n'est pas trop affecté par la situation et que les enfants de cette bourgeoisie d'affaires privilégiée ne bougent pas, ces deux centres

¹ Le 20 mai 2007, l'armée libanaise bombarde et attaque le camp suite à la présence dans celui-ci du groupe radical Fatah al-Islam.

urbains - véritables piliers du régime et du pays - préservent une stabilité se fondant aussi sur les minorités chrétiennes, kurde et, dans une moindre mesure, druzes.

► La radicalisation du mouvement

Dès le 18 mars, soit trois jours après le début du mouvement, des armes de guerre ont été repérées non seulement à Deraa, mais aussi à Homs, Hama et dans différentes agglomérations proches de la frontière turque. Pourtant, pendant trois mois, les manifestations sont restées globalement pacifiques. En relation avec des filières de contrebande, les activistes ne les ont pas utilisées mais ont constitué des dépôts et creusé des tunnels de stockage et de repli.

Avant le début de la contestation, le régime identifiait environ 65 000 contrebandiers opérant impunément sur les frontières du pays avec - le plus souvent - la complicité des autorités locales (gouvernorat, polices et services de sécurité, douanes et tribus). C'est par ces différents réseaux que des armes de guerre ont été introduites dans le pays.

Après quelques semaines de révolte et de répression, beaucoup de manifestants pacifiques ont été arrêtés, abandonnant la rue aux éléments les plus radicaux. La population observe alors l'apparition de manifestants armés qui bénéficient de soutiens étrangers, alors même que commencent les désertions militaires. A partir de juin 2011, la contestation se radicalise dans la plupart des foyers de contestation qui commencent alors à revendiquer le départ de Bachar al-Assad et la fin du régime.

Selon de très nombreux témoignages recueillis, principalement auprès des représentants de l'opposition intérieure et des leaders des communautés religieuses, si des sont apparues à partir de l'été 2011, les manifestations n'ont plus un caractère pacifique et, le plus souvent, les activistes recherchent la confrontation avec les forces de l'ordre et sortent des armes de guerre.

Le patriarche melkite Gregorios III considère que *« ce n'est pas une révolution régulière avec des jeunes qui ont un but et une orientation, mais une volonté de destruction et de provocation pour causer plus de violence et donner une mauvaise image de la Syrie »*. Dans son village d'origine, situé à une dizaine de kilomètres de Damas, le patriarche raconte qu'une première manifestation de 300 personnes a eu lieu en mai 2011. Elle a cherché la confrontation avec l'armée qui a riposté. Bilan : 3 morts. Le lendemain, 10 000 personnes ont participé pacifiquement aux obsèques des victimes de la veille et *« il ne s'est rien passé... »*.

Les leaders de l'opposition intérieure connaissent mal ces « nouveaux manifestants », qui ne sont pas apparus lors du « printemps de Damas » de l'été 2000. A leurs yeux, ils correspondent à cette « génération spontanée » dont l'identité s'est affirmée par l'intermédiaire des réseaux numériques, comme en Tunisie et en Egypte.

Le mouvement de contestation n'est pas unifié. Il se caractérise par une grande improvisation, sans coordination centrale, se structurant à travers les solidarités de proximité : familles, quartiers, tribus, confessions. Le référent de la prière du vendredi accentue la dimension confessionnelle croissante du mouvement.

Il reste extrêmement difficile d'identifier les éléments armés qui bénéficient de la convergence de trois segments : criminels de droit commun, contrebandiers et groupes salafistes (syriens, irakiens, jordaniens et libanais).

Cette radicalisation du mouvement est principalement le fruit de trois évolutions interactives : l'augmentation du nombre de réfugiés dans les camps le long de la frontière turque (nord-ouest), la désertion croissante des appelés sunnites et la sanctuarisation des quartiers sunnites de Homs.

► **Les désertions et l'Armée libre de Syrie (ALS)**

Les désertions constituent un phénomène classique, sinon structurel de toutes les armées arabes de conscription. L'armée syrienne ne fait pas exception et y est habituée. Dans un premier temps, les soldats ont fait défection en quittant leur unité pour rejoindre leur famille. Dans un deuxième, ces défections se sont effectuées avec armes et bagages pour faire jonction avec des groupes armés et des zones sanctuarisées. En décembre 2011, les experts militaires les plus pertinents maintiennent ce mouvement sous la barre des 20 000 hommes, évolution qui reste marginale pour une armée de 450 000 hommes et dont les meilleures unités forment un dispositif de 40 000 hommes entraînés et bien armés.

L'Armée libre de Syrie (ALS) compterait quelque 3 000 fusils. Son importance opérationnelle est très exagérée et n'est certainement pas proportionnelle à l'impact de sa médiatisation. Présente dans les camps de réfugiés, le long de la frontière turque, elle revendique des unités organisées dans les quartiers sunnites de Homs. Jusqu'à la fin 2011, elle n'était pas en mesure de soutenir des combats frontaux avec l'armée loyaliste. Dotée d'un armement léger - armes de poing, fusils de chasse et kalachnikov - elle s'est progressivement équipé de RPG et de mortiers chinois en provenance d'Irak et du Liban.

D'autres groupes armés ont émergé le long des frontières turque, libanaise, irakienne et jordanienne pour mener en Syrie un jihad contre « le régime baassiste impie ». Recrutant dans les rangs du sunnisme radical, ils sont la résultante, le plus souvent, de la reconfiguration des groupes Jund al-Cham, Osbat al-Ansar et Fatah al-Islam. Ces groupes en déshérence, qui se sont repliés dans la zone de Tripoli (Liban), en Turquie et Jordanie, bénéficient de l'aide de bailleurs de fond d'Arabie saoudite et du Qatar.

Jusqu'en décembre 2011, ces différents groupes armés ne disposaient d'aucun territoire sanctuarisé à l'exception de plusieurs quartiers de Homs et de camps de réfugiés implantés sur le territoire turc. Le long de la frontière syro-turque, une bande de 20 km de profondeur reste contrôlée par les unités loyalistes.

► **La montée en puissance des groupes salafistes**

Petite fille du grand mufti Kaftaro, Asma Kaftaro - animatrice du forum islamique des femmes et personnalités de la communauté sunnite – a publié en 2009 un article pour signaler la présence de groupes salafistes à Douma (banlieue nord-est de Damas) et à Deraa.

Le salafisme se développe essentiellement dans les régions périphériques délaissées par l'administration centrale où sévissent la misère et la corruption. « *Il y a encore 3 ou 4 ans, les barbes et tenues salafistes (niqab) n'existaient pas en Syrie. Ces comportements ont été importés d'Arabie saoudite et du Qatar, par des hommes d'affaires et des ONG* », explique-telle, « *maintenant, pour un rien, on dit « Allahu Akbar » et les mots sont souillés* ».

Asma Kaftaro considère que l'Etat syrien a alimenté cette radicalisation à travers son programme religieux, en acceptant des imams connus pour leur extrémisme dans les diverses instances de l'islam sunnite officiel qui ont encouragé la propagation des idées fanatiques. Depuis huit ans, précise-t-elle, les modérés ont été marginalisés et déconsidérés.

Elle ajoute : « *C'est la stratégie du ministre des Affaires religieuses Mohamed Sayed, pas celle du président. Il y a 4 ans, il a facilité de façon révoltante la nomination de salafistes, tout en prétendant le contraire. J'ai moi-même été exclue de plusieurs instances par ce même ministre pour avoir dénoncé cette stratégie de division des citoyens syriens* ».

La Syrie s'est longtemps protégée contre les anomalies terroristes en accordant des facilités à plusieurs groupes régionaux privilégiant ce mode opératoire. Damas a joué le rôle de plaque tournante, sinon de soutien à certaines organisations qui, en retour, s'engageaient à épargner son territoire. Cette gestion ne relevant pas d'une science exacte, plusieurs dysfonctionnements ont mis à mal cette politique qui reste l'une des causes de la mauvaise réputation internationale du pays.

Il y a 5 ans, le tanzim Abou Kaka a revendiqué une attaque contre les locaux de la TV nationale. A l'époque, ce type d'incursions était imputable à la politique de « stop and go » mené par Damas sur la scène irakienne déjà victime d'une triple polarisation : forces anglo-américaines/groupes de résistance ; sunnites/chiites ; Al-Qaïda/Dawa, sans parler des factions kurdes appuyées par les services spéciaux de l'armée israélienne, eux-aussi nouant des alliances ponctuelles avec des éléments salafistes.

D'autres groupes salafistes sont entrés par Deraa après la répression sanglante saoudienne du « printemps de Bahreïn ». Des bailleurs de fonds saoudiens ont alors encouragés des groupes armés jordaniens, proches des Frères musulmans, à intervenir dans la région de Deraa. Celle-ci était en proie à une grande sécheresse et un profond malaise social mobilisant les journaliers agricoles qui n'avaient pas reçu leur salaire depuis 4 mois. Ces groupes ont creusé des tunnels et des casemates, pour cacher des armes, ce qui rappelle les techniques des Groupes islamiques armés (GIA) algériens durant la décennie 1988-1998.

Les mêmes techniques ont été utilisées à Homs, ville qui présente nombre d'avantages géographiques et démographiques pour jouer le rôle d'épicentre de la lutte armée contre le régime.

► **Les appels au crime et aux affrontements interreligieux**

Avant la fin de l'année 2011, Homs est devenu le symbole de la radicalisation confessionnelle sunnites/alaouites et d'une certaine « libanisation » de la confrontation.

Le régime et les groupes salafistes partagent la responsabilité de cette évolution « fabriquée », permettant d'imposer un traitement uni-dimensionnellement sécuritaire, remettant à plus tard le traitement politique de la crise.

Pour Asma Kaftaro, les médias arabes et occidentaux, ainsi que les dignitaires religieux du Qatar et de l'Arabie saoudite sont aussi responsables de cette « libanisation fabriquée ».

Parallèlement aux opérations répétées de désinformation d'Al-Jazeera, la télévision qatarie locale – Qatar TV – appelle ouvertement à la confrontation religieuse en proclamant que « Bachar al-Assad trahit les musulmans ».

Au printemps 2011, un cheikh de Hama a enlevé sa djellaba en disant qu'il ne la remettrait que lorsque 300 Alaouites seraient exécutés. Il l'a remise après les massacres et les affrontements de juin/juillet, qui ont eu lieu près de la frontière turque.

Dans plusieurs publications des Frères musulmans à Londres depuis le début de la révolte syrienne, on peut lire à l'attention des manifestants du pays : « *Si vous voulez voir le dossier syrien à l'ONU, il faut tuer au moins quelques milliers de personnes* ». Différentes fatwas ont été lancées depuis la mosquée de Finsbury et d'autres lieux de prière près de Marble Arch pour dire qu'il fallait tuer jusqu'à un tiers de la population, surtout des Alaouites, seule solution pour sauver les deux autres tiers...

Pour Asma Kaftaro l'objectif des salafistes et de leurs soutiens étrangers est de détruire la Syrie, son modèle social et pluriconfessionnel, très particulier au sein du monde arabe : « *Cette particularité nationale syrienne est depuis longtemps insupportable pour les radicaux des pays du Golfe, pour qui tous les arabes doivent être wahhabites... alors qu'en Syrie, les chiites ne sont pas mal considérés. Nous devons continuer à nous protéger du salafisme et des pays du Golfe* ». Asma Kaftaro espère que la guerre civile ne débordera pas de Homs. « *Si la libanisation se généralise en Syrie et se transforme en une véritable guerre civile, ce sera alors plus dramatique et plus long qu'au Liban* », dit-elle.

La plupart des responsables de l'opposition intérieure estiment que le slogan « *Les Alaouites dans la tombe, les Chrétiens à Beyrouth* », a été inventé par les autorités pour faire peur aux minorités. Parallèlement aux différents théâtres de confrontation armée, dans les villes de Hama et de Damas, de petits groupes d'agitateurs s'adonnent à des actes de provocation dans les quartiers chrétiens, sans que personne ne puisse déterminer précisément ni leur identité, ni leur origine. « *Le pays connaît progressivement l'imposition d'une violence opaque où il est très difficile de remonter aux causes et aux véritables fauteurs de violence* », explique un diplomate européen en poste à Damas.

► Les actes terroristes

Depuis septembre 2011, on est entré dans une « algérianisation » du conflit - opacité de la violence, « qui tue qui ? » - et une localisation de trois poches de confrontation armée récurrente : Homs, Deraa et Itlib. Plusieurs officiers alaouites et leurs enfants ont été égorgés en mai 2011, sans beaucoup intéresser la presse occidentale. Devant

l'incrédulité générale, le représentant de la Syrie aux Nations unies à New York a expliqué à plusieurs reprises que quelque 1 100 policiers et militaires avaient tués depuis mars 2011.

Sur Facebook et d'autres réseaux numériques circulent des listes noires de condamnés à mort par les insurgés qui décident de qui doit mourir, de qui est un « collabo » ou qui ne l'est pas... Selon Mère Agnès-Mariam de la Croix, carmélite supérieure du couvent Saint Jacques l'Intercis (région de Damas), le 6 décembre 2011 à Homs a été l'une des pires journées : plus de 100 personnes ont été tuées dans les combats interconfessionnels, dont un grand nombre ont été dépecées. « Il y a eu des scènes horribles, des femmes violées, seins coupés, des individus dépecés et coupés en morceaux », raconte-t-elle ; « un jeune marié chrétien a été assassiné car il refusait de manifester aux côtés des insurgés. Un commerçant sunnite a été assassiné car il venait de vendre quelque chose à un policier... »

Le leader kurde Omar Oussi explique que ce type d'exactions est étranger à la culture et à l'histoire syriennes et qu'il s'agit à ces yeux de pratiques salafistes importées. Les insurgés revêtent des uniformes de la police ou de l'armée pour se livrer à leurs exactions. Pour essayer de contrer cette tactique, les forces de sécurité n'hésitent pas à changer régulièrement d'uniformes.

Certains de nos interlocuteurs affirment que des activistes salafistes se déguisent, se rasent et arborent affiches et pancartes pro-gouvernementales pour infiltrer les manifestations de soutien à Bachar al-Assad. Selon plusieurs sources sécuritaires concordantes, des activistes libyens (Berbères du djebel Nefoussa, partisans d'Abdel-Akim Belhadj) sont infiltrés dans des kataëbs de l'Armée libre de Syrie. Ils rentrent par les camps de réfugiés installés le long de la frontière turque.

► La réaction des forces de l'ordre

Par l'intermédiaire du général Mohamad Nassif, conseiller de Bachar Al-Assad - il conseillait déjà son père Hafez -, certains vieux chefs alaouites de la montagne ont vraisemblablement inspiré la gestion « sécuritaire » du début des événements. Ils savent que le souvenir de la répression de Hama (1982), reste gravé dans la mémoire sunnite et qu'ils seront en danger s'ils perdent le pouvoir. Ils craignent une réaction et agissent par réflexe communautaire pour se protéger, ce peut expliquer partiellement la brutalité de la répression initiale.

« A l'origine, beaucoup d'erreurs d'appréciation et de réaction ont été commises », admettent plusieurs de nos interlocuteurs favorables au régime déplorant la dureté de la répression et reconnaissant que celle-ci n'aura fait qu'envenimer les choses.

Mais les mois de mai et de juin ont constitué un point de basculement après lequel les forces de sécurité ont commencé à courir des dangers quotidiens. Plusieurs officiers ont été exécutés chez eux et de nombreux soldats du rang se sont retrouvés pris au piège entre leur chaîne de commandement et leur communauté d'origine. Les soldats identifiés comme alaouites sont devenus des cibles et la méfiance s'est installée au sein des régiments multiconfessionnels. Quelques mutineries ont eu lieu, notamment dans

les secteurs nord-ouest et nord-est. Celles-ci se sont souvent soldées par des affrontements armés, les révoltés ayant rejoint les camps de réfugiés de la frontière turque.

Selon Asma Kaftaro, les accusations récurrentes qui accablent les Mukhabarat – les services spéciaux – sont parfois fondées, mais « *si, les services ne sont pas peuplés de saints, souvent les groupes armés font pire* ». Et comme souvent dans ce genre de situations, la rhétorique de la provocation policière est largement utilisée par des opposants qui sont, le plus souvent, incapables d'apporter des justifications factuelles à leurs récits.

« *Même si ce constat est aujourd'hui inaudible dans les chancelleries et les médias occidentaux, de nombreux responsables sécuritaires cherchent à temporiser ou tout au moins à ne pas envenimer la situation* », explique un attaché européen de défense en poste à Damas. Ainsi, les unités blindées pourraient réduire les quartiers rebelles de Homs. Plusieurs plans ont été présentés à Bachar Al-Assad qui a opté pour une gestion de *containment* et non pour une solution frontale d'éradication explique la même source. De même, lors des rares défilés « pacifiques » qui se poursuivent, les unités du régime ont l'ordre d'éviter le contact et de veiller à la « canalisation » des mouvements de foule.

En mai 2011 à Deir el-Zor, Bachar Al-Assad a demandé à certaines unités d'effectuer du maintien de l'ordre sans armes. Lorsqu'ils ont vu cela, les activistes des groupes armés en ont aussitôt profité pour faire nombre de victimes parmi les forces de l'ordre. Il y a eu plusieurs dizaines de tués et des soldats du rang se sont enfuis. Cela a suscité une certaine grogne au sein des forces de l'ordre s'estimant être abandonnées par la Présidence. Mais les ordres ont été respectés et les soldats ayant ouvert le feu ont été traduits en justice. Ces sanctions n'ont pas été médiatisées pour ne pas inciter les manifestants à plus de provocation et surtout, pour ne pas désespérer la base de l'armée.

Toutefois, les services de renseignement de l'armée de l'air continuent à avoir une très mauvaise réputation en raison de leur implication directe dans la répression. Plusieurs responsables de l'opposition intérieure nous ont expliqué que « *certain manifestants préféreraient s'engager jusqu'au sacrifice suprême plutôt que de risquer une arrestation qui déboucherait sur la torture et une longue incarcération. Ces comportements expliqueraient, en partie, le moteur de la radicalisation des comportements et la nature de cette spirale de violence qui s'amplifie comme un procès sans sujet...* »

► **Bilan de la répression**

Jusqu'à la date qui correspond à la fin de notre mission, avant le déploiement des observateurs de la Ligue arabe, la crise aurait fait, selon les Nations unies 5 000 tués et des dizaines de milliers de blessés, quoique la vérification de ces chiffres reste difficile. Plus de 14 000 opposants seraient et détenus et 12 000 personnes auraient quitté le pays.

Selon l'opposition intérieure, des milliers d'activistes ont été arrêtés et torturés. Ses représentants insistent sur le non respect des droits civils et politiques élémentaires par les différents services d'ordre du régime. Mais ils reconnaissent, par ailleurs, que le

rapport des Nations unies a été rédigé dans des conditions contestables et sur la base d'informations non vérifiées.

A titre d'exemple, Loai Hussein, opposant alaouite historique qui préside le Courant pour la reconstruction de l'Etat syrien, a été arrêté le 22 mars 2011 à 11h15 devant chez lui. Les Mukhabarat l'ont jeté dans une voiture banalisée, battu et piétiné. Ils sont montés chez lui, ont cassé la porte, confisqué l'ordinateur de sa fille, ont tout fouillé avant d'embarquer les CD et les livres. Ils l'ont emmené à la section 215 (interrogatoires). Il a été battu pendant tout le trajet. Puis, les Mukhabarat l'ont emmené à son bureau où ils ont confisqué trois ordinateurs, des livres et divers documents avant de le ramener à la section 215. Durant l'interrogatoire, ils lui ont posé des questions sur la nature de ses communications téléphoniques (il était sur écoute). Il a été relâché au bout de trois jours. De nombreux autres dirigeants et cadres de l'opposition ont connu le même traitement. « *De tels comportements entraînent la radicalisation des cadres de l'opposition* », conclut Loai Hussein.

► Situation intérieure fin décembre 2011

En neuf mois, les groupes armés n'ont pas pu réaliser d'actions déterminantes sur le terrain. Depuis le début de la révolte, trois villes frontières constituent des zones qu'on peut qualifier de « guerre civile », opposant les forces légalistes à des groupes armés qui ne sont pas toujours identifiés. Jusqu'en décembre 2011, ces trois foyers étaient circonscrits par l'armée syrienne, sans que le pays ne donne l'impression d'être sur le pied de guerre. Contrairement à l'image qu'en donnent les médias internationaux, la situation intérieure du reste du pays paraît relativement calme.

Lors de notre déplacement à Hama (ville martyre de la répression en 1982), le mercredi 7 décembre, nous n'avons observé aucun barrage sur la route, pas un blindé n'était en position sur le grand axe stratégique Damas/Homs/Hama. Nous n'avons croisé qu'un seul convoi militaire. Nous n'avons observé que quelques BMP 3 à l'entrée sud de Hama, un T 62 embossé, donc immobile, quelques points de contrôle sommaires à partir de Homs (sacs de sable, levées de terre). Mais rien de plus. Pas de trace de combat, pas d'impacts de tirs sur les bâtiments en ville.

En ville, nous n'avons relevé aucun déploiement de force particulier et les policiers chargés de la circulation n'étaient pas armés. De ce que nous avons pu voir tous les commerces et les écoles étaient ouverts. Pas de tension, ni d'insécurité palpable. Nous nous sommes déplacés avec deux équipes de la TV nationale et cinq policiers locaux. La population ne fuyait pas et s'agglutinait même devant les caméras, lorsque nous posions des questions, sous le regard de nos accompagnateurs.

Le dispositif de sécurité paraît solide dans les villes de Hama et de Damas. Dès qu'un attroupement s'esquisse, des Mukhabarat en civil interviennent immédiatement, avec beaucoup de moyens banalisés (bus, véhicules). Ils sont présents partout dans la capitale, en civil mais parfaitement identifiables par la population.

A Damas, l'armée est notamment stationnée sur le stade de la place des Abbassides parce que celle-ci est un lieu traditionnel de rassemblement, mais surtout parce que

cette zone est la « frontière » entre Damas-centre et les banlieues sensibles, c'est-à-dire les quartiers nord-est et sud-est. A proximité du centre ville, ce dispositif est aussi chargé de la surveillance des principales voies d'accès de la capitale.

En règle générale, la population est lasse de ces neuf mois d'affrontement, d'insécurité et de violence. Beaucoup d'habitants, rencontrés dans les rues de Damas et de Hama, aspirent au retour à la paix et à une situation normale. « *Tant que le peuple syrien, fier de constituer une même nation, reste uni, tant que les unités opérationnelle de l'armée ne font pas défection, il ne se passera rien* », conclut Omar Oussi, président de l'Initiative des Kurdes syriens

Il observe un recul dans la mobilisation et l'ampleur des manifestations. « Si l'étau international se desserre », dit-il, « *la mobilisation de la rue va décroître et un processus politique pourra s'enclencher, dans la mesure où le pouvoir ne prendra aucune décision significative sous la pression de la rue et de la communauté internationale, deux dynamiques intrinsèquement liées dès qu'il s'agit de l'avenir de la Syrie qui n'accepte pas le plan américano-israélien pour les Proche et Moyen-Orient* ».

3. UNE OPPOSITION HETEROGENE

L'opposition syrienne comprend trois composantes distinctes :

- Une opposition intérieure, ancienne et nationale, opposée à toute ingérence extérieure, mais opposée aussi au dialogue avec le gouvernement dont le départ est exigé : le CNCCD, le Comité national de coordination pour le changement démocratique.
- Une opposition intérieure favorable au dialogue avec le gouvernement afin d'éviter le chaos par une sortie de crise négociée.
- Une opposition extérieure s'appuyant sur l'étranger et voulant une intervention militaire : le CNS, le Conseil national syrien.

► Le Comité national de coordination pour le changement démocratique (CNCCD)

Le CNCCD (aussi nommée « Instance » ou « Coordination ») regroupe 11 partis arabes, kurdes, syriaques et des personnalités nationales indépendantes. Sur vingt membres dirigeants de la Coordination, cinq sont alaouites.

C'est la composante de l'opposition au régime la plus crédible et la plus légitime. Elle bénéficie d'un fort enracinement intérieur. Tous ses dirigeants ont connu les geôles syriennes en raison de leur engagement et leurs critiques du régime. Mais le CNCCD est miné par des rivalités de personnes. En raison de leur histoire, beaucoup de ses dirigeants sont dans une logique de revanche personnelle contre le régime. Le pouvoir ayant refusé le dialogue qu'elle ne cesse d'appeler de ses vœux, le CNCCD refuse désormais de négocier. Estimant que le régime peut chuter, la Coordination exige le départ de Bachar al-Assad. Elle est donc aussi en partie responsable de la situation de blocage. Bien qu'elle affirme disposer d'une feuille de route pour la résolution de la crise, elle ne présente aucune plate-forme alternative crédible.

La Coordination apparaît aussi dépourvue de capacités de communication que le gouvernement, particulièrement caricatural en la matière. Repliée sur elle-même, sans véritables connexions internationales, le CNCCD reste peu connu à l'étranger, alors même qu'il constitue le courant d'opposition le plus important, le plus ancien et le plus légitime. Depuis peu, les ambassadeurs étrangers en poste à Damas, s'intéressent à lui.

Si le CNCCD est contre l'internationalisation du problème syrien et une intervention étrangère (à laquelle ses dirigeants ne croient pas), il demande toutefois la protection des populations civiles par l'intermédiaire des médias, des ONG et d'observateurs de la communauté internationale.

Loaï Hussein reconnaît qu'actuellement l'opposition intérieure ne dispose pas des moyens humains pour assurer la relève du pouvoir. C'est pour cela que le CNCCD préconise une période de transition, afin d'accompagner la réforme des institutions. Il demande aussi au gouvernement de laisser s'organiser des manifestations pacifiques pour remobiliser les élites du pays. « *Aujourd'hui, nous ne disposons pas de la ressource humaine suffisante pour organiser un gouvernement alternatif, même si on doit partager*

le pouvoir », estime un autre responsable du CNCCD qui ne souhaite pas être cité. La Coordination cherche aujourd'hui à faire libérer ses partisans et veut, prioritairement obtenir le droit de manifester pacifiquement.

► **L'opposition interne favorable au dialogue**

Cette composante est la plus modeste des trois. Elle regroupe : le parti nationaliste syrien, l'Initiative kurde, l'Union communiste syrienne, diverses associations de jeunes et de femmes, certaines tribus et une frange des classes moyennes.

Elle est pacifique, s'oppose à toute ingérence étrangère et dénonce l'opposition « extérieure » aux mains des Frères musulmans. Elle dialogue aujourd'hui avec le régime et essaie de convaincre le CNCCD de dialoguer, dont beaucoup de dirigeants sont, selon elle, dans une logique de revanche personnelle qui bloque toute espèce d'évolution.

Les Kurdes (3 millions sur 23 millions d'habitants) représentent une part importante de cette « opposition raisonnable ». Ils ont longtemps été marginalisés dans le pays et opprimés dans de nombreux secteurs d'activités par le parti Baas. 160 000 d'entre eux étaient considérés comme des « non-citoyens étrangers » (*ajanib*). Bien que devant effectuer leur service militaire, ils n'avaient pas le droit de voter. 75 000 autres Kurdes ne pouvaient tout simplement pas obtenir de carte d'identité. Au milieu des années 1990, la Syrie avait conclu des accords avec la Turquie pour combattre les séparatistes kurdes du PKK.

Au départ, ils étaient avec la rue, car les revendications leur paraissaient légitimes. Dans leur très grande majorité, les Kurdes sont pour les réformes, les libertés civiles et politiques et l'installation d'un démocratique. Mais, ils ont considéré que la radicalisation armée devenait très dangereuse pour l'unité du pays et, par conséquent, qu'elle mettait en péril l'avenir de leur communauté en Syrie et dans le reste des Proche et Moyen-Orient.

De plus, quelques réformes ont été récemment votées en leur faveur, permettant notamment leur naturalisation. C'est la première fois que les Kurdes sont officiellement reconnus en tant que parti, à l'occasion du dialogue récent avec le gouvernement. Ils ont participé à l'enrichissement de certains projets de loi. L'Occident a essayé de détacher les Kurdes du régime, début février 2011, mais ils ne se sont pas laissés prendre car le sentiment national syrien reste très fort chez les kurdes de Syrie.

Ainsi, la majorité de Kurdes soutient Bachar al-Assad et s'oppose à toute intervention étrangère. Pour eux l'alternative islamiste des Frères musulmans est la pire des solutions. Ils refusent tout dialogue avec le CNS au sein duquel siègent quelques kurdes, considérés comme des traîtres, car ils acceptent de se réunir à Ankara.

► **Le Conseil national syrien (CNS)**

Le Conseil national syrien est très largement dominé par les Frères musulmans, même s'il met en avant plusieurs universitaires francophones, chercheurs et professeurs

d'université financés par la Fondation Ford et d'autres officines américaines, de même que par des bailleurs de fonds du Qatar. Ce conseil veut rééditer la tactique du Conseil national de transition libyen (CNT), mais il manque cruellement d'enracinement à l'intérieur du pays. Le CNS est régulièrement dénoncé par l'opposition interne qui ne lui reconnaît aucune légitimité.

Il n'y a plus, à l'intérieur de la Syrie, de force représentant officiellement l'islam politique depuis 1982 (répression d'Hama). Les Frères musulmans sont essentiellement présents hors de la Syrie – en Allemagne, à Londres, Bruxelles et Washington – n'ayant conservé que quelques réseaux dormants dans le pays. Ils ont toutefois réussi à développer différents points d'appui via des associations écrans et des correspondants dans différents groupes salafistes.

Depuis le début des événements, avec l'aide des Frères musulmans jordaniens, le CNS a pu infiltrer des éléments dans le pays. Il semble bénéficier du soutien de certains Comités locaux de coordination. Mais les manifestations dirigées par des activistes salafistes les ont éloignées de l'opposition intérieure. Peu politisée, la rue reprend les slogans du CNS, faute de mieux, sans toujours bien mesurer ce qu'ils recouvrent. Le CNS est en partie responsable des victimes des manifestations car il a fait croire à la rue que le pouvoir allait basculer en 15 jours, la poussant à se radicaliser. Traditionnellement, les Frères engagent les gens à manifester dans la rue, mais leurs cadres se gardent bien d'apparaître en première ligne, feignant toujours d'être étrangers aux violences qu'ils ont pourtant fomentées.

Le CNS revendique aussi des liens avec les groupes armés de l'ALS, soutenus par l'Arabie saoudite et les milices libanaises de Rafic Hariri, avec la bienveillante attention de la Turquie. Traditionnellement, les Frères font « monter » les djihadistes pour faire peur et se rendre acceptables. Le CNS cherche à donner l'impression que le pays vit un bain de sang quotidien afin de faire progresser l'option d'une intervention étrangère « à la libyenne ». Les Frères et le CNS estiment que seul un tel scénario est susceptible de les porter au pouvoir.

Selon l'un de ses dirigeants, si le CNS accède au pouvoir, la Syrie rompra immédiatement ses relations avec le Hezbollah, le Hamas et l'Iran et ouvrira des négociations de paix avec Israël. Cette prise de position a choqué nombre de Syriens qui surnomment désormais le CNS de l'appellation péjorative de « *Majlis Istanbul* » (le Conseil d'Istanbul) et les représentants kurdes du CNCCD affirment que jamais ils ne se mettront sous la bannière du CNS, qu'ils considèrent comme une organisation pilotée par Ankara.

Asma Kaftaro observe que le CNS noue des alliances contre nature. Elle estime que cette organisation ne constituera jamais une réelle alternative pour la Syrie « *parce que ses dirigeants sont trop liés aux pays du Golfe et aux Etats-Unis* ».

► Une opposition divisée sur la stratégie à adopter

Le CNS, qui n'a pas ou peu de poids et de racines en Syrie, peu de militants, aucune assise intérieure, est soutenu et financé par le Qatar, l'Arabie saoudite et les Etats

occidentaux et leurs médias. Le principal objectif de ce soutien est de légitimer une éventuelle intervention occidentale en Syrie, que le CNS appelle de ses vœux. A l'inverse, le CNCCD est isolé, sans moyens financiers. Pire, il est boudé par les étrangers, alors qu'il représente l'instance légitime sans laquelle aucune alternative ne semble possible. Il est surtout opposé à toute intervention étrangère.

Pour les deux tendances de l'opposition intérieure, il faut que la solution reste à 100% syro-syrienne et qu'elle soit réglée au sein du pays et non à l'étranger. Une partie de leurs représentants espère une réconciliation entre le pouvoir et l'opposition afin de planifier une période de transition pouvant amener des élections libres et démocratiques. Mais, pour l'instant, la porte du dialogue est toujours fermée.

L'entente entre le CNCCD et le CNS paraît donc difficile. Un simulacre de coordination a été tenté au Caire, mais le représentant du CNCCD, Michel Kilo, y a été mal accueilli. Toutefois, pour Hassan Abdel Azim - coordinateur principal du CNCCD - la division de l'opposition est exagérée, car elle partage une priorité commune : la chute du régime et l'installation d'un système démocratique. Il estime qu'au sein du CNS, il commence à y avoir des contradictions qui peuvent permettre le rapprochement de certains de ses membres avec le CNCCD. « *Mais le problème, c'est la Turquie qui les empêche de procéder à un rapprochement et qui veut des zones tampons, libérées, sur ses frontières* ». Cet avis est loin d'être partagé par tous les dirigeants de l'opposition intérieure que nous avons rencontrés.

Hussein al-Odat pense que si l'opposition parvient à s'unir, alors une solution est envisageable avec l'appui de la population : grève générale, *sitting* ponctuels et multiples, désobéissance civile généralisée, etc. Favez Sarah considère que les Nations unies et la Ligue arabe doivent trouver ensemble un mode commun d'intervention internationale contraignant mais pacifique.

Hassan Abdel Aziz est sûr qu'il ne peut pas y avoir d'intervention militaire. Il ne croit pas non plus au risque d'une guerre civile, « *car le peuple syrien en est incapable... Mais il y aura une guerre civile s'il y a une intervention militaire étrangère !* ».

Le président de l'Initiative des Kurdes syriens Omar Oussi ne croit pas non plus à une intervention étrangère, « *sinon cela aurait déjà eu lieu. Une telle intervention déclencherait une guerre qui enflammerait toute la région et susciterait des tensions internationales importantes autour de l'Iran, notamment avec la Russie et la Chine* ». Il est persuadé que l'Occident a écarté l'intervention de son agenda et ne cherche qu'à affaiblir le régime, pour - in fine - continuer à encercler l'Iran dont l'évolution reste la clef de la crise syrienne.

4. UN REGIME DEPASSE PAR LES EVENEMENTS ?

La Syrie pensait être épargnée par l'onde de choc qui a commencé à parcourir le monde arabe à partir de janvier 2011. Pourtant alerté par plusieurs rapports de ses services de renseignement, le pouvoir n'a rien anticipé avant de donner l'impression d'être littéralement dépassé par les événements. *« Le régime s'est enfermé dans une dérive autiste, refusant de voir la réalité en face ; refusant de faire la moindre concession politique ; refusant la moindre tentative de dialogue »*. Tel est le constat d'Hassan Abdel Azim, coordinateur principal de l'opposition intérieure, le CNCCD. Dès janvier 2011, il a personnellement attiré l'attention du pouvoir sur les événements de Tunisie et leurs conséquences en Egypte et dans d'autres pays du monde arabo-musulman, *« mais on m'a répondu qu'il s'agissait d'un complot américano-sioniste. Au-delà de cette cécité volontairement entretenue, c'est bien la politique ultra-sécuritaire du régime qui a conduit à la radicalisation du mouvement »*.

► Les responsabilités du pouvoir

Le pouvoir est aveugle. Il ne veut pas voir la radicalisation, les risques, les conséquences des sanctions économiques, la crise, les difficultés quotidiennes pour les gens de la rue, estiment la majorité de nos interlocuteurs du CNCCD. Tous déplorent une chute drastique du tourisme, du commerce et la mise en sommeil de la vie économique du pays. *« Le régime nie les conséquences des sanctions sur le pays avec une obstination effarante »*, souligne Abdel Azim qui estime que *« par son inaction et ses blocages, le gouvernement ouvre la porte à une intervention étrangère »*.

« Cette posture conforte, encourage et pousse les branches les plus extrémistes et les plus violentes de l'opposition à la fuite en avant », ajoute-t-il en insistant : *« le pouvoir lui-même fabrique consciemment la libanisation du pays qui s'amorce (...) D'une révolte pacifique, nous risquons de basculer dans une insurrection armée. Et rien n'est fait pour enrayer cet engrenage de folie... Le Congrès de la concertation reste artificiel et vide de sens comme une coquille vide. Créé en juillet 2011, il regroupe une centaine de personnalités. Il a proposé 18 mesures dont aucune n'a été appliquée jusqu'à maintenant. Les nouveaux textes qu'il a rédigés sont largement « bidons ». La nouvelle loi sur l'information comprend plus d'articles qui interdisent que d'articles qui favorisent la liberté d'expression et d'informer. On peut faire le même constat pour la Loi sur les partis politiques »*.

Fayez Sarah considère que le pouvoir amplifie la propagande sur le danger islamiste et les risques de guerre civile afin de justifier sa politique sécuritaire : *« l'Etat vit et promeut la théorie du complot. Mais il y a bien une crise économique et sociale de fond qui touche une majorité de la population syrienne. En définitive, le régime joue en permanence la montre et fait le gros dos »*.

Le ministre de l'Information, Adnan Mahmoud, reconnaît que les faiblesses et les responsabilités du pouvoir existent et que les erreurs ont été nombreuses dans la

gestion de la crise, notamment au début à Deraa mais il met aussi en cause la stratégie du « tout ou rien » d'une opposition qui a fini par favoriser l'émergence du terrorisme et des groupes armés.

Les représentants du CNCCD rétorquent que c'est le régime qui a poussé les contestataires les plus virulents à la lutte armée, selon certains d'entre eux, « *on est arrivé exactement là où le régime voulait qu'on arrive : une confrontation armée confortant sa propagande d'un complot ourdi par l'étranger et plus précisément par les pays occidentaux. Le régime ouvre lui-même la porte au risque d'une intervention étrangère selon un scénario similaire à ce qui s'est passé en Libye* ».

Des diplomates en poste à Damas affirment que les autorités les ont délibérément empêché de faire leur travail, au mépris de textes internationaux et au détriment des intérêts du pays, or l'accès au terrain est fondamental pour les diplomates. De plus, les services de sécurité ont organisé des attaques contre plusieurs ambassades, notamment contre l'ambassade de France à Damas et sa représentation consulaire d'Alep.

► Un dialogue impossible ?

Dès le début des événements, le pouvoir a pris contact avec les différentes tendances de l'opposition intérieure. Mais rien ne s'est concrétisé et le dialogue a rapidement été interrompu. Le vice-président syrien est entré en contact avec Hussein al-Odat pour fixer une première rencontre au mois d'août 2011. Un premier échange a eu lieu en septembre. « *Mais c'était déjà trop tard. Il y a eu déjà beaucoup trop de morts à Deraa et Homs. Alors les manifestations se sont radicalisées et tout a dégénéré. Il y a eu d'autres morts et d'autres arrestations* ».

« *Il est clair que le pouvoir veut ouvrir un dialogue, mais sans faire de concession sur le fond* » poursuit al-Odat. Il ajoute que « *le président et son entourage direct ont peut-être la volonté de dialoguer, mais ils n'en ont pas les moyens qui restent entre les mains de la famille et des services de sécurité* ». Le vice-président Farouk Charah lui a « *demandé de l'aide pour essayer de convaincre les cercles du pouvoir* », affirme Abdel Azim, mais l'entourage de Bachar al-Assad fait barrage et falsifie sa perception du pays réel.

Al-Odat a toutefois rencontré une douzaine de fois les conseillers du président. Sans succès : « *le gouvernement confond dialogue et négociations et ne veut pas entendre parler d'un plan de mise en œuvre concrètes des réformes qu'il faudrait entreprendre de toute urgence (...) Ils veulent bien prendre nos idées, en revendiquer la paternité, voire même esquisser un début de réalisation, mais sans notre participation...* »

Les relations entre le CNCCD et le pouvoir restent donc extrêmement difficiles. L'une de ses figures les plus populaires, Fayez Sarah, explique que Bachar al-Assad et son entourage ne veulent pas réellement dialoguer, même si parfois, ils font semblant. Lui-même est clairement favorable à une intervention politique et militaire étrangère. Mais il reste évasif sur les personnalités les plus « bloquantes » du gouvernement. Pour lui, le président Bachar al-Assad est le grand responsable de cette « situation totalement bloquée ». Pour Abdel Azim « *le président assume la responsabilité de ce qui se passe sur le territoire national syrien, que ses ordres soient ou non appliqués* ».

Toutefois, l'opposition intérieure campe elle aussi sur ses positions, estimant que les avancées du régime sur la réforme de la constitution dont la suppression du fameux article 8 - qui assure le monopole politique du parti Baas - ne constituent qu'une manœuvre dilatoire pour récupérer et instrumentaliser le processus de négociation. Une focalisation excessive s'est faite sur ce point qui a fait perdre de vue l'essentiel de la libéralisation effective de la vie politique syrienne. Plusieurs membres du CNCCD reconnaissent que l'article 8 n'est plus le problème et ramènent la question centrale au statut actuel du président dans la constitution, statut quasi divin, constituant le vrai problème du régime syrien.

► Une timide ouverture

Malgré la situation, nous avons pu rencontrer librement et sans accompagnateur les membres les plus importants de l'opposition intérieure, lesquels disposent de bureaux où ils nous ont reçu. Ils ont pu également se déplacer librement afin de venir nous rencontrer dans des locaux de différents médias. Ils publient leurs communiqués, parlent aux ambassades étrangères, à la presse et voyagent à l'étranger, à l'image de Michel Kilo.

De plus, il ne faut oublier que dès le début des premières émeutes tunisiennes, plusieurs réformes importantes avaient été annoncées par le président Bachar. Puis, face à la contestation populaire, le gouvernement a ouvert plusieurs chantiers: l'abolition de l'état d'urgence; l'octroi de la nationalité syrienne aux apatrides kurdes; loi sur le multipartisme et loi sur les médias. Beaucoup reste à faire, notamment la révision constitutionnelle après l'abrogation effective de l'article 8 sur le rôle du parti Baas.

Les élections municipales pourraient être l'occasion d'une certaine détente, même si elles ne pourront être tenues dans les zones de confrontation armée. En principe, des élections législatives devraient se tenir au printemps 2012 et coïncider avec l'ouverture d'une conférence nationale, à l'horizon de l'été 2012.

Surtout, le président Bachar a par ailleurs fini par accepter la venue des observateurs de la Ligue arabe.

► La fidélité de l'armée

L'armée syrienne est une armée de conscription: 600 000 hommes sur le papier, environ 400 000 sur le terrain. Celle-ci est structurée sur un modèle soviétique, encadré par des officiers professionnels bien formés et issus des différentes communautés, même si les Alaouites sont sur-représentés dans la majorité des états-majors et des unités opérationnelles.

Le gros du matériel russe qui date des années 70 - chars, blindés, artillerie - est globalement obsolète. Seules quelques divisions blindées, (la 4^e, la 8^e, la 9^e et la 11^e) restent opérationnelles grâce à des matériels plus récents livrés par Moscou et à la coopération iranienne. Ajouté à la Garde républicaine, aux commandos et aux paramilitaires, ces différentes unités totalisent environ 40 000 hommes, constituant ainsi une force suffisante pour tenir le pays et gérer les trois principales poches de guerre civile (Homs, Deraa et Itlib). Il faut mentionner également des livraisons russes régulières (depuis 2008) de radars et de missiles courte et moyenne portées, de même que celle d'une cinquantaine de chasseurs *Sukhoï* de dernière génération.

Plusieurs experts militaires occidentaux avaient parié sur la division de l'armée syrienne, voire sur la possibilité d'un coup d'État. Jusqu'en décembre 2011, cette hypothèse demeurait des plus fantaisistes. Malgré la médiatisation des désertions de soldats du rang (les évaluations les plus sérieuses ne dépassent pas 10 000 cas), il n'y a pas eu de défection de haut niveau dans l'armée. Aucune unité constituée n'est passée à la dissidence.

Certains dirigeants de l'opposition intérieure font cependant état de divisions profondes dans l'armée qui pourraient se révéler au grand jour en cas de durcissement de la situation, mais rien ne permet de corroborer leurs propos.

► Le soutien de la population au régime

La chaîne de télévision du Qatar Al-Jazeera affirme que toutes les manifestations en faveur du régime et du président Bachar al-Assad sont organisées par le régime et qu'il n'existe aucune spontanéité dans l'expression de ces soutiens. Si, à l'évidence, ces manifestations sont bien organisées et encadrées par le régime, un nombre très important de Syriens y participe sans contrainte. Par ailleurs, des réactions populaires spontanées de masse ont eu lieu, notamment après la suspension de la Syrie par la Ligue arabe. Mais les médias internationaux n'en font que rarement état.

« En Syrie, la majorité de la population n'est pas activement pour ou contre le régime. Elle aspire à plus de liberté et au maintien de son modèle de société. Toutefois, si elle n'a le choix qu'entre Bachar et les salafistes donc le chaos, elle soutiendra Bachar », explique l'un des porte-parole de la Coordination qui ne veut pas être cité ; *« Pour elle, il n'y a pas de réelle alternative... En définitive, le régime, malgré tous ses défauts, reste préférable au chaos. Le peuple syrien veut la paix et le reste n'est que désinformation ».*

On l'a déjà souligné : plus de 50% de la population syrienne vit répartie entre Damas et Alep. Les deux premières villes du pays étaient jusqu'en décembre 2011, épargnées par la violence. Entre les « pro-Bachar » et les « anti-Bachar », il y a encore une énorme majorité silencieuse qui s'est éloignée du régime certes, mais qui n'a pas basculé dans la contestation active.

¹ La 4^e division blindée (unité en majorité alaouite), chargée de la protection du Grand Damas, serait désormais commandée par Maher Al-Assad, le frère du président, qui continue de diriger la Garde républicaine (3 000 hommes d'élite), dont la mission est la protection du pouvoir syrien.

« Le président est fort, il tient toujours le pays », déplore un opposant. « Il ne manque pas de charisme et de soutien », entend-on dans la communauté chrétienne de Saint-Paul ; « il incarne l'avenir et la modernisation du pays mais il est empêché par les groupes salafistes qui veulent déclencher une purification ethnique et confessionnelle du pays ».

Pour le patriarche melkite Gregorios III, Bachar al-Assad est un homme nouveau, à l'esprit ouvert et la mentalité moderne. Il a vécu à Londres, a voyagé et connaît bien son pays : *« donnez-lui une chance tout en exigeant quelque chose de concret, mais il faut laisser un peu de temps au temps... ».*

Grégorios III demande aux chefs d'Etat étrangers (demande formulée par écrit le 4 mai 2011) *« d'appeler au dialogue et à la compréhension ».* Le pays, écrit-il *« a déjà fait beaucoup de chemin dans le sens de l'ouverture ».* Aussi il demande aux chefs d'Etat *« d'encourager cette évolution d'ouverture et de modernisation ».*

5. LA DIMENSION MEDIATIQUE DE LA CRISE

En Syrie, la différence entre la situation de terrain et la vision qu'en donnent les médias anglo-saxons et arabes est extrêmement prononcée, bien plus encore qu'en Libye où plusieurs membres de la délégation avaient déjà pu observer ce phénomène. Il importe de souligner l'intense campagne médiatique en action contre Damas, sans que cela signifie d'aucune manière que les auteurs du rapport prennent partie pour qui que ce soit.

La crise syrienne est l'objet d'une véritable guerre médiatique impliquant des nombre de MCM - moyens de communication massive -, conduite via les médias internationaux, les radios américaines, *Sawa*, les médias libanais proches du mouvement du « 14 mars », etc. Force est d'observer que les médias francophones, qui restent des acteurs très secondaires dans cette affaire, reprennent trop souvent sans les vérifier les affirmations des grands médias arabes et anglo-saxons.

Par conséquent, la couverture médiatique reste par trop unilatérale et semble s'inscrire dans l'agenda géopolitique dominant : celui des néo-conservateurs américains qui ont divisé les Proche et Moyen-Orient entre « pays arabes modérés » (Égypte, Jordanie et monarchies pétrolières) et « forces de l'axe du mal » (Iran, Syrie, Hezbollah et Hamas). Sur cette crise syrienne en particulier, l'information cède trop souvent le pas aux contraintes de cette idéologie dominante qu'il est désormais de bon ton de qualifier de *Mainstream*. Il ne diffuse que des informations à charge contre le régime, dont une partie seulement est vraie.

Comme l'observe le patriarche Grégorios III : « *La position de la presse internationale et des acteurs étrangers a été d'agir comme si absolument rien de vrai ni de bon ne venait du régime de Damas, qui était par principe responsable de toutes les fautes. Cela a dressé l'opinion contre les pays occidentaux et leurs journalistes* ».

Asma Kaftaro, bien qu'ayant un point de vue différent de celui du gouvernement et de l'opposition intérieure, rappelle qu'en réponse aux premiers événements, le gouvernement a annoncé un programme de réformes politiques pour anticiper une révolution comme les autres du « printemps arabe ». « *Personne n'a couvert ni expliqué ces tentatives* », explique-t-elle, « *comme aucun média international ne couvre les manifestations de refus de l'intervention étrangère qui ont pourtant lieu régulièrement* ». Elle se plaint que l'on n'entende que « les voix de l'étranger » : « *les positions les plus dures contre le régime viennent de l'étranger, de la presse internationale, bien davantage que de l'intérieur* ».

Plus de 120 délégations de journalistes étrangers sont venues en Syrie voir le ministre de l'Information, Adnan Mahmoud. Selon lui, « *aucune d'entre elles n'a présenté une vue équilibrée de la situation* ». Sous l'impulsion d'Al-Jazeera, soulignent plusieurs représentants de l'opposition intérieure, les médias internationaux reproduisent un dualisme simpliste des « méchants » contre les « bons », en occultant la complexité de la

situation et refusent de placer sur un même plan les exactions de l'opposition et celles du régime.

► Les techniques de désinformation à l'oeuvre

La rédaction d'Al-Jazeera a fait un travail très précis de sélection d'éléments de langage (*wording*) destiné à cibler le pouvoir syrien et à légitimer les manifestations, y compris les actes de violence et de terrorisme :

- technique de généralisation : on ne cite pas telle ou telle localité, on parle toujours de « *la Syrie* » ou d'un « *pays occupé par une famille* » ;
- technique de labellisation : on ne parle pas de groupes salafistes, mais de « *l'armée syrienne libre* » ou des « *forces de la résistance* » ;
- technique d'abolition du temps : on antedate les événements, on annonce des affrontements avant qu'ils n'aient lieu.
- technique de falsification : plusieurs chaînes satellitaires arabes ont diffusé des images d'Égypte ou du Yémen (anciennes de plusieurs semaines à plusieurs mois), affirmant qu'elles avaient été tournées en Syrie. Souvent, ces prises de vue ne correspondaient ni à la saison, ni à la météo du jour, montrant des individus défilant en manteaux en plein été 2011.

Les reportages sont rarement « sourcés ». A la manière de Fox-News, le commentaire parle de « *l'opposition* » et de « *la résistance* ». Les expressions - « *certains pensent que...* », « *en ville on raconte que...* » ou « *des habitants ont vu que..* » - reviennent souvent. On cite, la plupart du temps, des « *témoins oculaires* » en mentionnant rarement le nom ou la qualité des victimes. Les lieux et la datation restent souvent approximatifs et les images d'archives ne sont pratiquement jamais citées comme telles.

Dans les médias, divers individus se présentant comme des « activistes syriens » sont régulièrement interviewés, sans que les spectateurs obtiennent la moindre preuve de leur qualité. Un cas précis a permis d'identifier que le pseudo témoin était en fait un journaliste libanais vivant aux Pays-Bas. Plusieurs correspondants de télévisions françaises, « témoins oculaires de massacres », ont pu être identifiés comme vivant à Dubaï, en Jordanie et au Koweït.

Enfin, l'une des principales sources des médias occidentaux au sujet des exactions du régime syrien et du nombre de morts dus à la répression est l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), reconnu par l'Union européenne, qui prétend reprendre les chiffres de Comités locaux de coordination recensant les victimes sur le terrain. Mais sa légitimité apparaît plus que discutable. L'Observatoire a en effet été créé par des Frères musulmans vivant en exil à Aix-la-Chapelle, en Allemagne, avant de s'installer à Londres. Son dirigeant, l'avocat Al-Maleh, 81 ans, président de la Commission syrienne des droits de l'Homme, a été emprisonné pendant huit ans pour appartenance à la Confrérie. Il n'est sorti de prison qu'en 2010.

Surtout, la chaîne qatarie Al-Jazeera consacre depuis 5 mois près de 70% de son temps d'antenne à la crise syrienne : est-ce que ce pays justifie objectivement une telle couverture ? Comme en Libye, on peut légitimement se demander au service de quel

agenda politique, cette chaîne met autant d'insistance à déployer un travail qui s'apparente davantage à une couverture militante qu'à de l'information.

Nombre d'exemples de manipulations médiatiques peuvent être cités :

- A Lattaquié, le 11 septembre 2011, Al-Jazeera et Al-Arabiya annoncent sur leur antenne des tirs à 2h du matin. Or ceux-ci ne commenceront que deux heures plus tard, à 4 h du matin...
- A Damas, le 23 septembre 2011, les deux mêmes chaînes font état d'importantes manifestations sur la place des Abbassides... qui n'auront lieu que le samedi suivant.
- A Douma, en novembre 2011, Al-Jazeera et Al-Arabiya annoncent à 1 h 30 qu'un centre de sécurité syrien a été attaqué et bombardé. La TV syrienne envoie une équipe sur place à 2 h 30 pour montrer qu'il ne se passe rien. Néanmoins, ce centre sera bien attaqué... à 3 h 00 !
- Régulièrement, les queues d'attente de taxi particulièrement longues sur la place Umawiyeen, en raison des embouteillages, sont présentées comme des manifestations contre le régime.
- A Homs, début décembre 2011, une manifestation a eu lieu pour réclamer le départ du gouverneur qui ne protège pas efficacement la population contre les insurgés. Elle a été présentée par les médias étrangers comme une manifestation contre le régime.

Evidemment, chacun de ces exemples mériterait une enquête approfondie et une déconstruction méthodique que le format de notre modeste mission ne peut assumer. Les historiens et les chercheurs feront ce travail un jour, mais l'histoire universelle aura déjà accompli ses ruses et la messe aura été dite...

Rappelons également que le 6 juin 2011, l'annonce de l'enlèvement l'activiste syrienne Amina Abdallah Araf el-Omari par les services de sécurité du régime avait beaucoup ému les contestataires syriens et leurs soutiens internationaux. Or cette blogueuse, militante des droits homosexuels et figure de proue de la contestation contre le régime de Bachar al-Assad, est un personnage fictif. Elle a été créée par un Américain, militant des causes arabes, qui a avoué son canular quelques jours plus tard.

La manipulation médiatique la plus marquante s'est produite à Homs où une femme a vu son enfant assassiné par un groupe d'insurgés et, moins d'une heure plus tard, l'image de ce crime était diffusée sur Al-Jazeera comme étant une exaction de l'armée syrienne. La délégation a pu rencontrer cette femme et sa famille, le 7 décembre 2011 et visionner les images et les commentaires de la chaîne qatarie. Nous en livrons le récit ci-dessous.

La femme s'appelle Georgina Ianios Njama, elle est ouvrière dans une câblerie. Elle est chrétienne (grecque-orthodoxe). Elle vit à Homs, dans le quartier de Bayada où les faits se sont produits, mais est désormais réfugiée dans sa famille, dans la banlieue de Hama, où nous la rencontrons¹.

Le matin du 1^{er} décembre 2011, son fils Ibrahim Saoud, 9 ans, veut des gâteaux. Elle sort avec lui vers 8h30 pour effectuer des courses. Alors que l'enfant et sa mère sortent du magasin, des tirs éclatent. La mère prend l'enfant dans ses bras. Elle sent du sang se

¹ http://www.youtube.com/watch?v=Te_ROvqm_h4&list=UUPj01-6xQiUI63LkoZPgLZQ&index=1&feature=plcp

répandre sur elle et croit qu'elle est touchée, mais son fils perd connaissance, atteint par une balle sous l'aisselle gauche. Le sang sort de son cou. Elle ne sait pas quoi faire, lui hurle de se réveiller.

Des jeunes essaient de secourir son fils mais des hommes les empêchent de l'évacuer. Ils se saisissent du fils mourant et l'emmènent dans un hall d'immeuble où ils l'allongent sur le sol et le filment en train de rendre son dernier souffle. La mère a peur qu'ils ne le dépècent. Pendant ce temps, l'enfant se vide de son sang. Les hommes filment également la mère qui hurle et font un gros plan sur la croix chrétienne qu'elle porte sur son pull. Puis ils prennent la fuite en hurlant « Allahu Akbar ». Le Croissant rouge arrive, mais il est trop tard. Le petit est déjà mort. A l'hôpital, lorsqu'elle arrive avec le cadavre de son enfant, des groupes armés tirent encore sur le bâtiment en criant le même slogan.

Une heure plus tard, peu après 10 heures, la chaîne Al-Jazeera diffuse les images de l'enfant mourant et de la mère en pleurs à ses côtés. Le commentaire indique qu'il s'agit d'un nouvel exemple des exactions de l'armée qui s'en prend désormais à la minorité chrétienne.

Au moment de l'attaque, « il n'y avait ni police ni armée dans le quartier. Si les forces de sécurité avaient été là... peut-être qu'Ibrahim ne serait pas mort », dit la mère. La dizaine d'hommes armés et cagoulés n'étaient pas des habitants du quartier, qu'ils semblaient toutefois bien connaître. L'attaque a duré environ 30 minutes. Plusieurs témoins disent qu'il s'agissait d'une « descente » faite pour semer la terreur et que les agresseurs cherchaient visiblement à attirer l'armée dans le quartier pour lui tendre une embuscade.

La famille de Georgina Ianios Njama est une famille de paysans modestes. Ses membres insistent sur la cohabitation pacifique et la vie « normale » entre communautés, leur attachement au président Bachar. Ils vantent le système scolaire et de santé. Ils implorant l'armée de mieux les protéger.

► **Les médias arabes, « acteurs aggravants » du conflit**

Pour Adnan Mahmoud, ministre de l'Information, il y a un agenda politique derrière cette guerre que conduisent les médias internationaux contre la Syrie : *« ils sont des acteurs les plus importants du conflit. Certains médias sont partenaires des groupes armés qui opèrent à l'intérieur, qui obéissent parfois même à leurs ordres. Les messages ne sont que diffamation et incitation à la haine. Les éléments de langage sont incitatifs à la violence et à la division, polarisent sur les ethnies et les confessions »*.

Heureusement, la désinformation sur la mort de l'enfant de Homs a pu être « neutralisée », se félicitent plusieurs représentants de la communauté de Saint-Paul. Mais il n'est pas est illégitime de s'interroger sur une éventuelle connivence entre les groupes armés et certains médias du Golfe. Devant de telles pratiques, les autorités syriennes ont fermé les bureaux d'Al-Jazeera, d'Al-Arabiya, mais aussi BBC World et ont expulsé leurs représentants, ce dont s'offusquent évidemment les rédactions occidentales. Ces chaînes travaillent aujourd'hui avec des journalistes indépendants opérant en clandestins et avec les « réseaux numériques » dont les affirmations sont rarement vérifiables.

Asma Kaftaro insiste sur le rôle « très négatif » d'Al-Jazeera qui « n'a fait que mentir de façon extrêmement révoltante et qui contribue directement à l'aggravation de la crise. Les incitations à la haine et aux affrontements interconfessionnels des médias arabes ont marché à Homs. La ville est tombée dans le piège des affrontements inter-religieux. Le pouvoir n'en est pas responsable. Ce sont les médias et les religieux étrangers qui attisent la situation ».

Qatar-TV appelle aux affrontements religieux en répétant que « Bachar al-Assad ne représente pas les musulmans ». L'un des prédicateurs les plus violents de cette chaîne est cheikh El Karadhaoui, qui anime également une émission tous les vendredis sur Al-Jazeera. Il avait auparavant légitimé une fatwa religieuse justifiant l'assassinat de Moammar Kadhafi.

► La destruction des témoignages indépendants

En complément de leur pilonnage médiatique unilatéral, les médias arabes et anglo-saxons ont empêché la diffusion ou la publication de témoignages et d'études relatant les exactions des manifestants. Lorsqu'ils ne peuvent filtrer en amont ces témoignages sur la situation réelle, les médias interrompent en direct les propos de témoins qui ne vont pas dans leur sens. Enfin, ils s'attachent à décrédibiliser tout ceux qui, à travers la presse et les réseaux numériques, apportent des éléments contradictoires, différents de leurs « informations ».

Lorsque le sang a commencé à couler, mère Agnès a décidé qu'il était temps d'agir, car l'œuvre d'Orient (ONG basée en France) a demandé l'avis de sa communauté sur la situation locale. Elle a été très critiquée dès son premier article, qui a été attribué - par plusieurs sources françaises - aux services spéciaux syriens. Elle a rédigé un premier texte, très documenté (recherche, lectures, témoignages, observations) pour décrire ce qu'elle vivait. Elle a ensuite écrit d'autres articles, notamment à propos du quartier Wadi Sayer de Homs.

Dès la publication de son premier article, mère Agnès a été vivement attaquée dans la presse du Golfe. Plusieurs sites ont affirmé qu'il s'agissait là d'un « montage » des Mukhabarat et « que cette prétendue Mère n'existait pas ».

Elle a ensuite donné une interview à Thierry Meyssan sans savoir qui il était. Celui-ci a largement repris ses propos, ce qui n'a pas contribué à améliorer sa crédibilité. Mère Agnès a alors organisé une visite en Syrie pour les médias catholiques, afin qu'ils puissent constater sur place la véracité de ses propos. Elle a fait le tour de l'Europe pour les mobiliser : KTO, RTBF, La libre Belgique, Le Dimanche, Washington Group Institute, KTO Belgique, RAI 2, El Mundo, ainsi que plusieurs médias libres et sites internet se sont rendus en Syrie à son invitation.

Elle a emmené cette délégation de journalistes dans les quartiers alaouites de Homs¹. Au lieu de voir des manifestations pacifiques, ils ont vu des forces de sécurité assiégées, par des agresseurs inconnus, au milieu d'impacts de RPG et ont pu recueillir les témoignages

¹ La rédaction de notre rapport a été achevée avant la mort du reporter de France 2, Gilles Jacquier, le 11 janvier 2012.

des populations victimes des exactions des insurgés. Toutefois, ils n'ont pas fait état de ces faits à leur retour, par crainte d'être critiqués pour être en rupture avec le *Mainstream*.

Le journaliste d'ITV, Marc de Chalvron, participant à cette visite, a même raconté qu'il avait vu 15 000 personnes manifestant contre le régime sur le parvis de la mosquée de Kenj, dans le village de Kusayr. C'est un petit village de la Bekaa, sur la route Damas/Homs, à quelques kilomètres de la frontière libanaise. Or ce parvis ne fait que 12 mètres de long et ne peut contenir un tel nombre d'individus !

► Le rôle des « réseaux numériques »

En complément des médias, on observe un rôle important joué par les « réseaux numériques » dans la contestation. On peut dénombrer sur Twitter les représentants d'une cinquantaine de « partis politiques », sans pouvoir vérifier l'identité et la qualité de ces correspondants. Ils sont à l'origine de manifestations ayant le plus souvent lieu à la tombée de la nuit, ne réunissant guère plus que quelques dizaines, voire centaines de personnes, scandant des slogans anti régime avant de disparaître au bout de quelques minutes (technique de *Flash Mob*). Al-Jazeera diffuse en boucle ces images afin de faire croire à des manifestations populaires permanentes de grande ampleur.

Une organisation américaine (AVAAZ¹) semble jouer un rôle particulièrement important en Syrie, après s'être investie dans les autres « révolutions » arabes². Ricken Patel, créateur d'AVAAZ (et ancien membre des fondations Rockefeller et Bill Gates), témoigne des actions entreprises par son ONG : *« AVAAZ a été au cœur des luttes pour la démocratie dans le monde arabe. Grâce à 1,5 millions de dollars issus de petits dons des membres, nous avons mis fin au black-out que les dictateurs tentaient d'imposer après avoir expulsé tous les médias étrangers. Ce financement nous a en effet permis de former un nombre considérable de journalistes citoyens, de les équiper de modems et téléphones satellitaires de haute technologie et de leur fournir des connexions internet. »*

AVAAZ affirme que, concernant la Syrie, 30% des informations diffusés par les plus grands médias mondiaux tels que la BBC, CNN et Al-Jazeera proviennent de son réseau d'activistes numériques. *« Alors qu'aucune autre organisation n'a pu le faire, notre réseau a acheminé clandestinement plus d'1 million de dollars de matériel de premiers secours indispensable aux populations violemment assiégées en Syrie. Nous avons aussi fait passer secrètement la frontière à des militants et à leurs familles qui risquaient d'être torturés ou tués. Nos maisons sécurisées abritent en secret des dizaines de militants très recherchés par les hommes de main du régime et constituent un abri sûr d'où ils peuvent mener leurs opérations. Le régime criminel d'Assad semble très mécontent puisque la télévision d'Etat syrienne a appelé notre chargé de campagnes "l'homme le plus dangereux au monde" pour le régime. Tout en soutenant très activement les mouvements pro-démocratie, nous avons maintenu une pression mondiale ferme et constante sur nos gouvernements pour qu'ils mettent en difficulté les régimes brutaux: des millions de membres d'AVAAZ ont mené des campagnes victorieuses aboutissant à l'adoption de sanctions pétrolières par l'UE et d'autres sanctions par la Ligue arabe contre la Syrie. »*

¹ <http://www.avaaz.org/fr/>

² <http://signal-monitoring.blogspot.com/2011/12/lorganisation-americaine-avaaz-au-coeur.html>

Plus récemment, en octobre, AVAAZ a poursuivi ses actions, se fondant sur des événements faux ou très difficilement vérifiables¹, comme l'illustre suivant : « *Le régime syrien a atteint un nouveau degré de cruauté : ses escadrons de la mort se servent d'ambulances et des hôpitaux pour attirer et assassiner des manifestants blessés. Mais la Russie, allié clé de la Syrie et son fournisseur d'armes, pourrait mettre fin à ce carnage. Nous, citoyens du monde, vous demandons d'utiliser tous les moyens pacifiques pour exhorter le régime syrien à arrêter le carnage et permettre une transition rapide vers la démocratie. Nous vous exhortons à renforcer la pression internationale pour que la Russie cesse de soutenir le régime actuel et de fournir des armes russes meurtrières qui sont utilisées pour tuer des manifestants pacifiques et des travailleurs humanitaires* ».

► **Les ripostes maladroites des autorités syriennes**

Face à ce torrent de désinformation largement infondé, le gouvernement syrien, mal préparé à la guerre de l'information, paraît totalement dépassé. Ses réactions sont maladroites et inappropriées et n'ont pour autre résultat que de renforcer les suspicions à son égard.

La TV syrienne, elle-aussi, cède parfois à la désinformation. Par exemple, à l'occasion de l'attaque contre l'ambassadeur de France et son escorte, le samedi 24 septembre 2011, à Bab Charki (Damas), alors qu'il sortait d'un rendez-vous avec le patriarche grec orthodoxe. Les commentateurs ont parlé d'une provocation française, raison pour laquelle la « foule » lui aurait jeté des œufs et des pierres.

Les plans de communication du gouvernement syrien visent prioritairement l'opinion intérieure et, seulement à la marge, les opinions internationales. Les rares tentatives se sont avérées relativement contre-productives. Manque de préparation, non maîtrise des éléments de langage et du « timing » de la programmation, ces opérations se sont, presque chaque fois, retournées contre les autorités de Damas. L'exemple du genre est la fameuse interview accordée par le chef de l'Etat syrien à ABS-News, le 6 décembre 2011. S'emmêlant les propos entre les responsabilités de l'armée et ses propres responsabilités de président, Bachar al-Assad donne le spectacle d'un double manque de maîtrise : du discours d'abord et, plus dommageable, de la gestion sécuritaire de la crise sur le terrain.

Le service de presse de la présidence devra programmer des émissions spéciales sur la TV nationale afin d'expliquer ce que voulait vraiment dire le président. Ses communicants tenteront aussi de dire pourquoi et comment la chaîne ABS-News, reprise par les médias du monde entier, a trahi son propos en diffusant des citations tronquées et quasiment incompréhensibles. Nombreux, du reste, sont les membres du gouvernement syrien, dont certains très proches de Bachar al-Assad à le reconnaître : « *nous ne savons pas communiquer !* ».

¹ http://www.avaaz.org/fr/stop_the_horror_in_syria_fr/?fpbr, publié le 18 octobre 2011.

6. LA DIMENSION INTERNATIONALE DU CONFLIT

Aux yeux du monde occidental, le régime syrien est pourvu de toutes les tares. Ennemi d'Israël, allié de l'Iran, de la Russie, de la Chine, soutien du terrorisme des mouvements tels que le Hezbollah et le Hamas, tout le désignait à être un membre du très fermé club de « l'axe du mal » cher à la rhétorique américaine.

► Les raisons de l'image internationale négative de la Syrie

L'alliance avec l'URSS. Cette première des raisons ramène à la Guerre froide. Comme l'avait fait Nasser avant lui, Hafez al-Assad a fait le choix de Moscou. Arrimer les intérêts de la Syrie à ceux de l'URSS et des pays du Pacte de Varsovie s'explique aisément dans un contexte de crispation de la confrontation Est-Ouest qui considère Israël comme la tête de pont du « monde libre » en Orient. Cette alliance a connu des hauts et des bas, allant jusqu'à faire dire au secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger : « *Au Moyen-Orient, on ne peut pas faire la guerre sans l'Égypte et l'on ne peut pas faire la paix sans la Syrie* ». Même si Hafez al-Assad avait anticipé la fin de la Guerre froide en commençant à donner des gages aux Américains dès le milieu des années 80, l'image de la Syrie reste durablement associée à celle du « camp communiste », malgré la participation de Damas à la coalition internationale contre l'Irak en 1991.

L'intervention au Liban. La deuxième raison est intimement liée aux quinze années de la guerre civilo-régionale du Liban (1975-1990), durant lesquelles la Syrie est apparue comme l'un des principaux protagonistes régionaux, en même temps qu'Israël et les puissances occidentales. On oublie trop souvent de rappeler que l'armée syrienne est intervenue au Liban au printemps 1976 à la demande expresse de son du président de la république, un chrétien maronite, Suleiman Frangié, et du camp chrétien, pour réduire les camps palestiniens. Après plusieurs retournements d'alliances, Damas va jouer son propre jeu et imposer la *Pax Syriana* avec le soutien actif de Washington et Paris. Quoiqu'il en soit, Damas sera accusé de profiter du déchirement des factions libanaises pour restaurer - avec l'aide de Moscou - la « grande Syrie » englobant le Liban et la Palestine.

Dans ce contexte, nombre d'organisations extrémistes sont effectivement hébergées et armées par les différents services de sécurité syriens, faisant ainsi apparaître la Syrie comme l'un des principaux soutiens du terrorisme international. Indépendamment de toutes considérations historiques, pour la mémoire collective de la génération de la « guerre du Liban », et plus précisément pour celle de ceux qui ont soutenu les différentes organisations chrétiennes libanaises, la Syrie demeure l'un des principaux responsables de l'une des guerres civiles les plus meurtrières du XXe siècle.

Enfin, la troisième raison renvoie à **l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri**, le 14 février 2005 à Beyrouth. Dans les minutes qui suivirent l'explosion meurtrière, nombre de chancelleries et de médias arabes et occidentaux accusent la Syrie et les principaux responsables de son régime d'avoir commandité l'attentat.

Quelques mois plus tard, le premier rapport de la commission d'enquête internationale met personnellement en cause le jeune président Bachar al-Assad et les services secrets syriens sur la base de témoignages qui se révéleront ultérieurement fantaisistes. Les conclusions des rapports suivants fluctueront, mettant successivement en cause le Hezbollah et l'Iran, pour revenir invariablement à la piste syrienne. Dans le même contexte, Washington ne cessera d'accuser la Syrie d'alimenter le terrorisme dont sont victimes les forces américaines engagées en Irak.

Ainsi, de l'alliance historique avec la Russie soviétique à l'assassinat de Rafic Hariri en passant par ses ingérences libanaises, la Syrie, son image et sa perception internationale dominante, sont invariablement ramenées aux catégories d'un « Etat terroriste », deuxième menace après l'Iran sur l'axe du mal ; grille de lecture des idéologues néo-conservateurs des deux administrations Bush.

En dépit de son changement de style, la nouvelle administration démocrate n'a pas changé cette perception dominante ni les priorités stratégiques des Etats-Unis au Proche et Moyen-Orient. En dépit de la spectaculaire réconciliation avec la France survenue au printemps 2008 après le sommet arabe de Damas (29-30 mars) et concrétisée par l'invitation de Bachar al-Assad à Paris pour l'installation de l'Union pour la Méditerranée (UPM), le 13 juillet 2008, la Syrie demeure inscrite sur la liste américaine des Etats terroristes ou alliés de l'Iran.

En effet, et c'est là la quatrième raison, depuis 1980, **le partenariat stratégique irano-syrien** est une donnée intangible de la géopolitique de la région. L'Iran continue à trouver en la Syrie la base arrière (et l'allié fidèle) qui lui permet d'étendre son influence dans une zone majoritairement sunnite. La Syrie fait partie de ce que le roi Abdallah de Jordanie a baptisé le « croissant chiite », qui correspond à la sphère d'influence iranienne au Proche-Orient.

La coopération de l'Iran et de la Syrie s'est élargie aux domaines militaire, sécuritaire, économique et scientifique. Le guide suprême de la révolution iranienne, Ali Khamenei, a déclaré en février 2007 que l'Iran et la Syrie avaient une « profondeur stratégique » l'un pour l'autre. Pour sa part, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a confirmé : « *l'Iran et la Syrie ont des ennemis communs, ce qui nécessite une coordination parfaite face aux plans de l'ennemi ; ceci est possible grâce à un approfondissement maximal des relations entre nos deux pays* ».

En dehors de la coopération militaire qui permet surtout à la Syrie d'acquérir des armements aux frais de Téhéran, les relations économiques bilatérales ont été accrues, notamment dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la recherche et de l'énergie. Ainsi, les investissements iraniens en Syrie devraient atteindre 3 milliards de dollars en 2010. Téhéran propose même de faire profiter Damas de ses connaissances dans le domaine du nucléaire « à usage civil ».

Enfin, les deux Etats soutiennent ouvertement le Hezbollah libanais, la Syrie servant de point de passage pour l'approvisionnement en armes de cette organisation politico-militaire libanaise.

► Un obstacle à la politique américaine au Moyen-Orient

Les Proche et Moyen-Orient connaissent actuellement de profonds bouleversements. Depuis la première guerre d'Irak (hiver 1990/1991), puis la deuxième (printemps 2003), on assiste à la mise en œuvre de la politique américaine du *Greater Middle East*, le plan du Grand-Moyen-Orient qui consiste à démanteler tous les régimes qui restent hostiles à un remodelage de la région conforme aux intérêts américano-israéliens.

Cette politique a été baptisée « instabilité constructive ». Elle repose sur trois principes :

- entretenir et gérer les conflits de basse intensité ;
- favoriser le morcellement politique et territorial ;
- promouvoir le communautarisme, sinon la purification ethnico-confessionnelle.

Elle a été très largement influencée par une note d'orientation d'Oded Yinon, haut fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères, datée de février 1982, qui détaille le projet géostratégique d'une fragmentation de l'ensemble proche-oriental en des unités les plus petites possibles, préconisant autrement dit le démantèlement pur et simple des États arabes voisins d'Israël¹.

Oded Yinon écrit : « *La décomposition du Liban en cinq provinces préfigure le sort qui attend le monde arabe tout entier, y compris l'Égypte, la Syrie, l'Irak et toute la péninsule arabe. Au Liban, c'est déjà un fait accompli. La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front Est ; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces États. La Syrie va se diviser en plusieurs États, suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un État alaouite chi'ite ; la région d'Alep, un État sunnite ; à Damas, un autre État sunnite hostile à son voisin du nord verra le jour ; les Druzes constitueront leur propre État, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Haurân et en Jordanie du Nord. Cet État garantira la paix et la sécurité dans la région, à long terme : c'est un objectif qui est, dès à présent, à notre portée* ».

L'instrumentalisation du communautarisme est une modalité forte de la déstabilisation des pays de la région cibles de la politique « d'instabilité constructive » formulée par les néoconservateurs américains. En Syrie, l'administration américaine cherche à provoquer un changement de régime. Comme le souligne Robert Satloff, le directeur du *Washington Institute for Near East Policy*, les Américains « n'ont pas intérêt à la survie du régime Assad, régime minoritaire, dont les fondements fragiles sont la peur et l'intimidation. Les craquements dans l'édifice du régime peuvent rapidement se transformer en fissures et ensuite en tremblements de terre² ». Pour lui, les États-Unis doivent se concentrer sur trois priorités :

- collecter un maximum d'informations sur les dynamiques politiques, sociales, économiques et « ethniques » internes à la Syrie ;

¹ Oded Yinon : *Kivunium*, numéro 14, février 1982. Revue publiée par le Département de la propagande, Organisation sioniste mondiale, Jérusalem. Cet article a été envoyé à la *Revue d'études palestiniennes* par Israël Shahak et publié dans le numéro 5, automne 1982.

² Robert Satloff, *Assessing the Bush Administration's Policy of Constructive Instability (Part I): Lebanon and Syria*, Washington, Institute for Near East Policy, 15 mars 2005.

- mener une campagne autour de thèmes comme la démocratie, les droits de la personne et l'état de droit ;
- ne pas offrir au régime syrien d'issue de secours, sauf si le président Bachar el-Assad est prêt à se rendre en Israël dans le cadre d'une initiative de paix ou s'il expulse du territoire syrien toutes les organisations anti-israéliennes et qu'il renonce publiquement à la violence, « lutte armée ou résistance nationale, pour reprendre le jargon local ».

L'offensive majeure de l'instabilité constructive a eu lieu lors de l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2005. La diplomatie américaine a fait alors avancer ses priorités proches orientales :

- maintenir la pression sur la Syrie, accusée de laisser passer par son territoire nombre d'activistes internationaux en Irak. La mise en accusation de Damas concerne aussi le dossier libanais. Même si la Syrie s'est engagée à collaborer pleinement à l'enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, Washington cherche toujours à obtenir le désarmement du Hezbollah, ardemment réclamé par Tel-Aviv.
- tenter de convaincre la communauté internationale de mettre en accusation l'Iran devant le Conseil de sécurité sur la question nucléaire.

Avec l'enlèvement en Irak, l'endigement de l'influence iranienne s'est imposé comme la nouvelle priorité de Washington. Il s'agit désormais de multiplier les pressions internationales pour amener Téhéran à abandonner son programme nucléaire ou, au moins, à limiter sa capacité de riposte en cas d'attaque contre ses installations. Cet endiguement suppose de forcer la Syrie, dernier Etat allié de l'Iran au Proche-Orient, à rompre cette alliance et à désarmer le Hezbollah libanais.

Avec le retrait américain d'Irak et le désengagement annoncé d'Afghanistan, la poursuite de l'exécution de ce plan paraît compromise, d'autant que Russes et Chinois, échaudés par la guerre que l'OTAN a mené en Libye, continuent à faire de la résistance, non seulement au Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi autour de plusieurs dossiers internationaux, notamment en Syrie.

Ainsi, Damas reste catalogué comme un Etat terroriste parce que n'acceptant pas l'instauration du « Grand Moyen-Orient » et parce qu'alliée avec l'Iran depuis 1980, début de la guerre Iran/Irak (1980-1988). Et frapper la Syrie, c'est frapper l'Iran. Damas apparaît ainsi comme le maillon faible pour attaquer Téhéran. Plusieurs responsables de l'administration américaine ont d'ailleurs récemment déclaré « *Si la Syrie veut sortir de cette crise, elle n'a qu'à dénoncer ses relations avec l'Iran et les groupes terroristes (Hamas, Hezbollah) »*. L'affaiblissement de l'Iran permettrait de faire de la Turquie la grande puissance régionale susceptible de stabiliser les frontières nord d'Israël.

« Les Etats-Unis planifient tout avec les Turcs, mais aussi avec les Frères musulmans, dans le cadre d'une résolution à trois. Elle a été mise en place lors des accords de 2008 à Istanbul », estiment plusieurs représentants de l'opposition intérieure.

Il faut rappeler le soutien historique de Washington aux Frères musulmans, meilleur antidote aux syndicats, aux partis de gauche et nationalistes, et prônant toujours une politique économique très libérale, favorable aux puissances occidentales. En Tunisie, en Egypte, en Libye, au Yémen, en Syrie, en Algérie, au Maroc, en Jordanie et dans les

monarchies pétrolières - sans parler de l'Afghanistan et du Pakistan - partout les Etats-Unis continuent de jouer la carte des Frères musulmans comme ils l'ont toujours fait depuis la signature du Pacte du Quincy, entre le président Roosevelt et le roi Ibn Saoud le 13 février 1945. Cette alliance d'airain qui cède aux compagnies pétrolières américaines les gisements d'hydrocarbures les plus importants du monde contre la protection militaire et politique de la famille des Saoud, a été reconduite en 2005 pour 60 ans. Au-delà des soubresauts de la « rue arabe », le Pacte du Quincy avec l'aide des Frères musulmans continue à orienter la gestion des armées, des pouvoirs et des « printemps » aux Proche et Moyen-Orient.

En contrepartie des aides et soutiens que lui accordent les Etats-Unis, le CNS a répété à plusieurs reprises que s'il accède au pouvoir, le nouveau régime rompra ses relations avec le Hezbollah, le Hamas et l'Iran et ouvrira des négociations directes avec Israël.

Mais pour les Frères musulmans, la démocratie demeure opposée aux principes islamiques. Sa promotion n'est à leurs yeux qu'un moyen, un leurre pour parvenir à leur but : tromper l'Occident et renverser le régime avec le soutien du Qatar.

► **Stratégies des autres adversaires de la Syrie**

Pour Loai Hussein, président du Courant pour reconstruction de l'Etat syrien, au-delà de la stratégie américaine, « *on assiste à une scandaleuse ingérence qatarie, turque et française* ». Omar Oussi critique également l'ingérence étrangère, notamment celle des capitales occidentales, d'Israël et de la Turquie.

Les pays du Golfe et de l'Union européenne font clairement figures d'auxiliaires de Washington dans la gestion de la crise syrienne. Les pays les moins anti-syriens (Espagne, Italie) n'hésitent pas à déclarer qu'il n'est pas possible de résister à la pression de la ligne européenne, élaborée à Bruxelles en concertation avec l'OTAN et les pays du Golfe.

Le Qatar demeure un auxiliaire des Etats-Unis, un instrument au service de la stratégie américaine (Libye, Syrie). L'émirat est riche (gaz, pétrole), mais il pèse d'un poids encore plus important grâce à l'alliance avec Washington et à sa chaîne TV Al-Jazeera. Pour Omar Oussi, « *le Qatar est un Etat jeune et artificiel - 1,7 millions d'habitants, dont 80% d'immigrés - où la démocratie et les droits de l'Homme n'existent pas. Il vient, malgré tout donner des leçons à un pays comme la Syrie, berceau d'une riche civilisation et d'une histoire millénaire* ».

L'émir du Qatar, Al-Thani se présente comme un salafiste modéré. Il cherche traditionnellement à supplanter l'hégémonie saoudienne dans le monde sunnite. Cette compétition avec l'Arabie saoudite tourne en ce moment à son avantage car la famille royale saoudienne est confrontée à un nouveau processus de succession opposant les clans entre eux.

De son côté, **l'Arabie saoudite**, qui doit gérer ses minorités chiites ne veut pas apparaître en première ligne dans la lutte contre la Syrie. Elle craint aussi l'émergence d'une révolte sur son propre sol. De plus, dans le contexte des événements de Bahreïn,

Riyad ne pouvait pas se venger directement, ni sur l'Iran, ni sur le Hezbollah libanais. Par contre, la monarchie pétrolière n'a pas laissé passer l'opportunité de s'en prendre indirectement au régime de Damas, le maillon faible de l'« axe du mal », en favorisant quelques désordres frontaliers.

La Ligue arabe ne s'est manifestée qu'au bout de huit mois de crise, sous pression étrangère, principalement des Etats-Unis. Pour le patriarche melkite Gregorios III, « *Si la Ligue arabe avait fait pour les Palestiniens le dixième de ce qu'elle a fait pour la démocratie en Syrie, il y a longtemps que les Palestiniens auraient un Etat* ».

« *La Ligue arabe, c'est un ensemble déséquilibré constitué autour des six pays du Golfe, disposant des pétrodollars et de l'interprétation la plus réactionnaire de l'islam* », explique un diplomate arabe en poste à Damas, « *les pays du Golfe cherchent à acheter les autres, dont l'Égypte et les pays du Maghreb... et ce sont ces derniers qui, en première instance sont touchés par les « révolutions arabes »*. Il semblerait que l'on assiste, depuis janvier 2011, avec les « révolutions » arabes, à une revanche des monarchies pétrolières sur les « républiques ».

La Turquie est également un acteur majeur de cette crise. « *Ankara cherche à reproduire en Syrie le modèle libyen et veut voir son propre modèle s'installer dans les pays arabes avec l'appui des Etats-Unis* » estiment plusieurs responsables de l'opposition intérieure, « *elle a besoin d'affaiblir la Syrie et l'Iran pour asseoir sa stature de puissance régionale* ». La Turquie est hésitante : elle veut jouer un rôle dans l'avenir de la Syrie, mais elle craint une déstabilisation de ce pays avec lequel elle compte 800 kilomètres de frontière communes. Les Turcs sont inquiets et changeants. Ils ne veulent pas partir à l'aventure car ils connaissent la force de l'armée syrienne.

De plus, il y a le commerce extérieur avec Damas. Avant la crise, plus de 200 usines turques situées à la frontière syrienne produisaient pour le marché intérieur syrien. Cette concurrence a d'ailleurs provoqué des fermetures d'usines et du chômage en Syrie. Enfin, la Syrie est le passage obligé pour les exportations routières turques vers le Proche-Orient et les pays du Golfe. Ces réalités intangibles expliquent les atermoiements d'Erdogan.

Ankara ne néglige pas non plus la dimension kurde. « *La Turquie a officiellement déclaré aux autorités syriennes qu'elle refusait d'héberger des résistants armés sur son sol et de les soutenir... Mais ce n'est pas vrai !* » déclare Omar Oussi ; « *la Turquie ne pourra pas créer une zone tampon sur ses frontières. Si elle le fait, les Kurdes de Syrie s'allieront avec le PKK pour attaquer Istanbul. Ankara a alors du souci à se faire* ».

Pour Omar Oussi, « *Ankara est responsable d'un génocide contre les Kurdes et contre d'autres peuples. Depuis 1984, la Turquie a tué 50 000 Kurdes. Elle bombarde des villages civils avec des avions livrés par les Etats-Unis et coopère avec Israël. Et elle vient donner des leçons à la Syrie !* ».

► Les soutiens de la Syrie

Les vétos de **la Russie** et de la Chine au Conseil de sécurité des Nations unies restent toujours acquis à la Syrie. Ces deux pays cultivent toujours une très étroite collaboration avec Damas dans cette crise. Moscou veut amener tout le monde au dialogue, ce que refuse le CNS. Bachar al-Assad ne prend aucune décision qui puisse mettre ces partenaires en difficulté.

A plusieurs reprises, les Russes ont prévenu les Occidentaux « *Attention à ne pas trop menacer la Syrie !* ». Moscou, tout en estimant que des violences étaient imputables au régime, a tout de même fourni, fin 2011, une première batterie mobile de missiles antinavires de défense côtière *Iakhon*, afin d'interdire toute intervention militaire étrangère par la mer.

La Syrie revêt en effet une importance stratégique pour la Russie, constituant la principale escale de sa flotte en Méditerranée. Le port en eau profonde de Tartous peut accueillir des SNA et SNLE russes de mêmes que des frégates et bâtiments de surface plus conséquents. On estime à un millier le nombre de coopérants russes en Syrie.

L'histoire de la présence de 2 000 à 3 000 Pasdaran iraniens intégrés aux forces de l'ordre syriennes paraît fantaisiste et reste, à ce jour sans confirmation. Le pouvoir syrien semble n'avoir besoin de personne pour maintenir l'ordre chez lui. Toutefois **l'Iran** a affirmé que la Syrie ne serait pas seule face à une attaque étrangère, quelle que soit sa configuration.

► Les sanctions économiques et leurs effets

Le patriarche Grégorios III estime que « *Brandir l'épée des sanctions est absolument négatif* ». Omar Oussi, président de l'Initiative des Kurdes syriens relativise l'importance de celles-ci: « *le pays produit 3 millions de tonnes de blé et n'en consomme que la moitié. La Syrie est autonome à 80% sur le plan alimentaire. Elle a des réserves alimentaires pour 2 ans* ».

L'agriculture syrienne, qui emploie plus de 35% de la population active, garantit au pays 80% d'autosuffisance alimentaire même si elle souffre d'une modernisation insuffisante et de problèmes de ressources en eau. Un grand effort d'irrigation des plantations situées dans le nord et le nord-est du pays a été entrepris. Il devrait être poursuivi dans les prochaines années, augmentant d'autant la production agricole. Des projets de culture de fruits et légumes sous serres, de fabriques d'emballage des denrées alimentaires, se développent.

22 usines publiques couvrent l'ensemble de la filière agroalimentaire dont des produits laitiers, des conserves de fruits et de légumes, des huiles, des biscuits, du tabac, etc. Elles sont placées sous la tutelle de l'Organisme général des industries agro-alimentaires (GOFI). La Syrie maintient un monopole sur certains produits de première nécessité : le sucre, le blé, l'eau minérale, etc.

Selon différentes sources financières, « *la bourgeoisie sunnite serait même soulagée de l'interruption des importations turques qui avaient entraîné la disparition d'une partie significative de l'industrie syrienne. Diverses usines se remettent à produire pour combler ces manques* ». Le volume des exportations turques vers la Syrie s'élevait, avant la crise, à 2,3 millions de dollars en Syrie, alors que les exportations de Damas n'en atteignaient que 600 000. La balance était donc très déséquilibrée.

La plupart des représentants de l'opposition intérieure ne croient pas à l'application complète et durable de l'embargo. Les voisins, dont la Turquie, ont plus à perdre que la Syrie. La grogne monte chez les industriels turcs qui sont pénalisés et se plaignent auprès d'Erdogan.

Toutefois, pour les classes populaires, les sanctions économiques commencent à peser : hausse du prix des carburants, coupures d'électricité, etc. On assiste aux premiers impacts des sanctions sur l'économie nationale : prix du gaz en hausse. Selon plusieurs analystes financiers, l'inflation atteindrait près de 20% (décembre 2011) et le chômage frapperait 35% de la population active. Le tourisme s'est effondré et l'embargo pétrolier aurait généré deux milliards de dollars de pertes.

7. QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?

La Syrie traverse une crise structurelle telle que le pays n'en a jamais connue depuis son indépendance. Partie d'un mouvement social comparable à ceux qui ont changé la donne au printemps 2011 en Tunisie, puis en Egypte, en Libye et au Yémen, cette accélération de l'histoire s'est vite transformée en une confrontation politique et confessionnelle. Puis, elle s'est élargie jusqu'à constituer l'épicentre d'une nouvelle crise régionale et internationale réactivant trois composantes interactives plus anciennes :

- réaffirmation de l'hégémonie des monarchies pétrolières sur le reste du monde arabo-musulman ;
- leadership sunnite confronté à l'« arc chiite » ;
- mise en œuvre du plan américain dit du « Grand Moyen-Orient » cherchant à « démocratiser » l'ensemble des pays de la zone à partir du changement de régime survenu en Irak au printemps 2003.

Mais contrairement aux séquences tunisienne, égyptienne et libyenne, l'avenir de la crise n'est pas liée au « destin personnel » du chef de l'Etat syrien qui représente, non seulement une famille, mais aussi un groupe confessionnel, certes minoritaire, mais très enraciné dans les régions montagneuses de ce qu'on appelle le « réduit alaouite ». Les calendriers de la « chute du régime » avancés par différents médias occidentaux, régulièrement corrigés par des articles intitulés le plus souvent d'une manière très significative – « *Pourquoi le régime de Damas tient ?* » -, sont des plus fantaisistes. Le régime syrien peut durer, car il est solidement enraciné dans les différentes régions du pays et notamment à Damas et Alep, les deux premières villes du pays qui fixent la moitié de la population syrienne.

En décembre 2011, une intervention militaire étrangère - comparable à celle survenue en Libye au printemps 2011 - reste très improbable en raison, non seulement des positions russe et chinoise au Conseil de sécurité des Nations unies, mais surtout au vu de la géopolitique régionale impliquant directement l'Iran.

Cette option est organiquement liée à celle d'une attaque israélienne contre les sites nucléaires iraniens qui reste une hypothèse relevant davantage de la communication politique que de réalités opérationnelles imminentes.

Ces deux hypothèses sont susceptibles d'entraîner, l'une et l'autre, une guerre régionale totale qui ne manquerait pas de s'élargir à une confrontation internationale plus large.

Comme nous l'ont dit la plupart de nos interlocuteurs : « si plus rien ne sera jamais comme avant », l'issue de la crise s'inscrit d'ores et déjà dans un temps long. Si le régime a survécu à plus de neuf mois d'agitation, il ne tombera pas demain. Toutefois, l'évolution chaotique de la situation laisse augurer différents scénarios.

- Une généralisation de la guerre civile, devenant régionale en débordant sur le Liban, la Jordanie, l'Irak, voire la Turquie, faisant passer la crise d'une « libanisation réduite » à un format plus large, sinon à une « balkanisation » du Proche-Orient avec des prolongements possibles dans les monarchies pétrolières (les experts militaires estiment qu'un tel scénario pourrait provoquer 300 000 morts).

- Un *containment* de la crise aux limites du territoire syrien, à travers une gestion sécuritaire de basse intensité, n'excluant pas des pics de victimes.
- Une sortie de crise « à la yéménite » par différentes démarches de médiation russe et iranienne.

► **Le risque de guerre civile : une « libanisation » fabriquée**

Dans ses causes premières, la crise actuelle est un problème politique et non confessionnel. Le risque d'une guerre civile communautaire ne paraît pas fatal quoique l'accélération des événements soit imprévisible. Les confessions ne correspondent pas des blocs politiques compacts. Les classes commerçantes aisées sunnites de Damas et d'Alep continuent à soutenir le régime et on rencontre nombre d'alaouites et de chrétiens dans l'opposition intérieure.

Asma Kaftaro affirme que la crise ne peut se réduire à une dimension confessionnelle : *« nous sommes tous Syriens, quelle que soit notre religion »*. Elle ne lance pas un appel à la paix en tant que sunnite, mais en tant que syrienne. Elle rappelle qu'il y a eu des prières communes – rassemblant presque toutes les communautés religieuses – à trois reprises, pour le salut et l'avenir du pays : *« la crise laissera des traces très profondes dans la société et plus rien ne sera jamais comme avant... Maintenant, il s'agit de reconstruire avec les Alaouites notamment, car les ressentiments continuent à s'exacerber en raison de l'augmentation de la violence confessionnelle »*.

Le patriarche melkite - qui a poussé ses paroissiens à voter aux élections municipales du 12 décembre 2011 -, affirme que l'instauration de la charia serait plus dangereuse et contraignante pour les musulmans que pour les chrétiens. Il rappelle qu'en Irak, il y a eu plus de mosquées que d'églises détruites par les groupes terroristes : *« encore plus de musulmans que de chrétiens ont dû quitter le pays... »*. Il n'en reste pas moins vrai que les chrétiens y ont payé un très lourd tribut. Sur les 800 000 chrétiens d'Irak, 350 000 ont dû fuir, dont une grande partie en Syrie.

Selon le patriarche Gregorios III, *« ceux qui visent la Syrie exploitent les ethnies et les religions en ciblant prioritairement les zones rurales et les régions sunnites isolées, repliées sur elles-mêmes où prospèrent certains groupes politiques extrémistes. Ces forces cherchent l'étincelle pour allumer une guerre civile générale. Mais celle-ci n'aura pas lieu »*.

Les chrétiens et une grande partie des Alaouites ont peur de l'inconnu et aspirent au retour de la paix avec plus de liberté. *« Tout le monde craint le chaos, mais pas l'islam »*, explique un boutiquier de la place des Abassides, *« les chrétiens ne sont pas le problème de la « révolution »*. *Tout le monde est concerné par cette accélération des choses et la désinformation ne prend pas, ne mord pas les consciences. La médiatisation de la mort du petit garçon chrétien de Homs n'a pas fait basculer les chrétiens dans la contestation violente. Les chrétiens de Syrie ont une grande maturité et ne se laisseront pas manipuler de la sorte par les médias du Golfe qui nous ont toujours considérés comme des sous-hommes »*.

Cette « libanisation » est fabriquée par trois groupes d'acteurs principaux :

- le régime syrien, ses unités militaires opérationnelles et ses différents services de renseignement ;
- les responsables politiques et confessionnels dont les Frères musulmans et les chefs de groupes salafistes soutenus par les gouvernements ou des forces politiques des pays voisins : Jordanie, Liban, Turquie et, dans une moindre mesure, l'Irak ;
- les puissances régionales et internationales impliquées dans la zone : le Qatar, l'Arabie saoudite, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, la France.

Les risques de confrontation confessionnelle tous azimuts, de « libanisation généralisée » et de guerre civile totale ne sont pas fatals. Mais les groupes armés ne déposeront pas les armes, engagés dans une fuite en avant qui spéculer sur une intervention de la communauté internationale similaire à celle effectuée en Libye. Pour les minorités alaouites, chrétiennes, kurdes et, dans une moindre mesure, druze, la fin du régime baassiste qui verrait le départ de Bachar al-Assad provoquerait une guerre civilo-régionale lourde de conséquence, comparable à celle des Balkans avec ses 300 000 victimes.

Tout dépendra, malgré le nombre des victimes, de la propension du président Bachar al-Assad à fédérer les forces progressistes du pays en leur concédant les ouvertures politiques et la libéralisation économique auxquelles elles aspirent. Aujourd'hui le risque est grand d'assister à une « libanisation » de la Syrie, avec à la clef, un élargissement d'une *fitna* généralisée entre un pôle alaouite/chiite confronté aux communautés sunnites de la région. Ce scénario catastrophe qui causerait certainement des centaines de milliers de victimes n'est toutefois pas fatal.

► Le modèle socio-religieux syrien en sursis ?

Tous nos interlocuteurs ont insisté sur les spécificités sociales, culturelles et religieuses du pays, auxquelles ils sont très attachés. Omar Oussi considère que ce sont là des facteurs de paix et de cohésion qu'il importe de sauvegarder. Asma Kaftaro affirme que ce serait un crime que de sacrifier cette société qui demeure un modèle de tolérance dans la région : « *il faut que les Musulmans syriens luttent contre l'extrémisme via la création d'une instance nationale représentative* ». Le patriarche melkite Gregorios III n'hésite pas à rappeler « *qu'il y a davantage de liberté et de tolérance religieuses en Syrie que dans n'importe quel autre pays arabe* ».

La société syrienne est pluraliste sur le plan communautaire : près de 40% de la population appartient à des minorités : chrétiens latins ou orthodoxes, musulmans dissidents (chiites, Druzes, Ismaéliens), musulmans orthodoxes mais non arabes (Kurdes). Aucun d'entre eux ne souhaite se retrouver face à un pouvoir islamique sunnite fondamentaliste

Dans tous les cas de figures et selon le constat unanime de nos interlocuteurs - « plus rien ne sera jamais comme avant » - le modèle pluriconfessionnel syrien et son mode de reproduction canalisé par un régime autoritaire connaîtra des aménagements sérieux qui peuvent déboucher sur:

- la partition et la purification ethnico-confessionnelle (type accords de Dayton pour l'ex-Yougoslavie) ;
- une solution libyenne qui verra le départ des minorités vers le Liban et d'autres destinations ;
- ou sur une tentative de réforme et d'institutionnalisation du système pluriconfessionnel comparable à ce que furent les accords de Taëf (1989) pour le Liban.

L'objectif principal des stratégies - locales, régionales et internationales - en acte contre Damas n'est pas la simple chute du régime, lequel - s'il est capable de se moderniser - pourrait continuer à être un élément modérateur entre les différentes composantes du pays et de la sous-région, mais la disparition du modèle de société syrien.

*

La « démocrature » peut être définie comme un régime politique reproduisant les règles formelles des démocraties occidentales et les principes de l'économie de marché, comme aboutissement de pressions extérieures, par le biais de sanctions économiques ou d'interventions militaires plus ou moins lourdes.

La religion y joue un rôle prépondérant comme facteur dominant de l'affirmation nationale. Comme on l'a vu à travers l'application des accords de Dayton dans les Balkans, la « démocrature » peut générer, non seulement le morcellement politique et territorial, mais aussi de nouvelles dynamiques de purification ethnique.

La Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen et la Syrie sont engagés dans des phases transitoires qui peuvent durer longtemps. Même si on peut relever des similitudes d'un pays à l'autre, les situations résistent à la généralisation, sinon à la globalité. A cet égard, la Syrie résiste peut-être encore plus en raison de son histoire, de son modèle socio-religieux et de son environnement régional.

Les révolutions se suivent mais ne se ressemblent pas... Quoiqu'il en soit, il est encore un peu tôt - au regard des calendriers électoraux des « révolutions arabes » - pour savoir si l'islamisme radical est soluble dans la démocratie ou la « démocrature » post-globale.

Paris, Janvier 2012

ANNEXES

ANNEXE 1

LISTE DES PERSONNALITES RENCONTREES

- **Michel Kilo**, sociologue, représentant du CNCCD et figure de l'opposition intérieure (fin novembre, à Paris).
- **Membres de la communauté grecque catholique** de Saint-Paul le Damascène (Dimanche 4 décembre).
- **Loaï Hussein**, Président du courant « Reconstruction de l'Etat » (Lundi 5 décembre, à son bureau).
- **Fayez Sarah**, écrivain et journaliste, intellectuel appartenant à la société civile, Créateur de la Coordination en 2005 (Lundi 5 décembre).
- **Gregorios III Laham**, patriarche melkite d'Antioche (Lundi 5 décembre, au siège du patriarcat).
- **Hussein al-Odat**, écrivain et journaliste qui a été pendant 14 ans conseiller du Premier ministre (Mardi 6 décembre, à son bureau).
- **Omar Oussi**, président de l'Initiative des Kurdes syriens. Conseiller politique d'Ocalan pour le Moyen-Orient pendant 15 ans jusqu'à son arrestation en 1999 (Mardi 6 décembre).
- **Mère Agnès Mariam de la Croix**, religieuse franco libanaise qui dirige la Communauté grecque catholique « Unité » d'Antioche, installée dans le monastère St Jacques l'Intercis, situé à 90 km de Damas (Mardi 6 décembre).
- **Hassan Abdel Azim**, avocat. Coordinateur principal du CNCCD (Mardi 6 décembre, à son bureau).
- **Georgina Ianios Njama** (mère de l'enfant assassiné à Homs) et sa famille (Hama, mercredi 7 décembre).
- **Asma Kaftaro**, dirigeante l'Organisation des femmes sunnites, mouvement associatif de femmes de la société civile, membre du Forum des femmes islamiques syrien et de forum internationaux d'activités sociales de solidarité (Jeudi 8 décembre, à son domicile)

- **Dr Adnan Mahmoud**, ministre de l'Information (Jeudi 8 décembre, à son bureau, au ministère).

- **Ghaleb Kandil**, membre du Conseil national de l'audiovisuel de la république libanaise (Jeudi 8 décembre).

Ainsi que plusieurs diplomates européens et des pays membres de la Ligue arabe en poste à Damas et à Paris et de nombreux autres acteurs ou observateurs de la crise syrienne qui n'ont pas souhaités être cités.

ANNEXE 2

QUELQUES REPERES HISTORIQUES

L'histoire de la Syrie indépendante commence par un malentendu. Pour les récompenser de leur soulèvement contre l'empire ottoman (1916), la Grande-Bretagne promet au mouvement nationaliste arabe sous la houlette du chérif de La Mecque l'érection d'un royaume avec Damas pour capitale. En 1918, les forces arabes entrent à Damas et fondent ce royaume dirigé par Fayçal, frère d'Abd Allah ibn Hussein, fils du chérif de la Mecque, issu de la grande famille hachémite.

Royaume éphémère car Britanniques et Français viennent de se mettre d'accord pour se partager les dépouilles de l'empire ottoman. L'accord Sykes-Picot met fin à la Syrie historique - Bilad al-Cham -, qui comprenait la Syrie actuelle, le Liban, la Jordanie et la Palestine. Après la bataille de Maysaloun en juillet 1920, la colonne du général Goybet, entre dans Damas. Paris impose ainsi son Mandat sur le pays que lui a officiellement confié la Société des nations (SDN), ce qui entraîne l'exil de Fayçal en Irak.

La période du Mandat se caractérise notamment par une montée du nationalisme et des révoltes récurrentes contre la présence française. Après l'effondrement de juin 1940, les Britanniques et les Forces françaises libres prennent le contrôle du pays. La campagne de Syrie de juin/juillet 1941 redonne le pouvoir à la France libre. Avec l'aide des Britanniques, les Syriens continuent d'exiger le départ des Français. C'est chose faite en 1946, an I de l'histoire de la Syrie indépendante. Hachem al-Atassi devient le premier Président de la République syrienne.

Après la guerre israélo-arabe de 1948, le colonel Husni al-Za'im dirige un coup d'État qui met fin au système parlementaire syrien en mars 1949. Partisan de la restauration du Bilad al-Cham (la « Grande Syrie » ou « Syrie naturelle »), le fondateur du Parti social national syrien (PSNS), Antoun Saadé, doit fuir le Liban où il est condamné à mort et se réfugie en Syrie où le colonel Za'im lui promet protection. Mais, quelques mois plus tard, Za'im livre Saadé aux autorités libanaises et ce dernier est fusillé. Après sa trahison, Za'im est lui-même victime d'un coup d'État. En août 1949, le colonel Sami al-Hinnawi, membre du PSNS, arrête le colonel Za'im et le fait exécuter.

Un troisième coup d'État survient en décembre 1949, fomenté par Adib Chichakli. Ce dernier s'autoproclame président de la République en 1951 et dissout le Parlement. Les États-Unis et la Grande-Bretagne espèrent amener Chichakli à adhérer au Pacte de Bagdad¹. Dans l'espoir qu'il signe un traité de paix avec Israël, Washington lui offre une

¹ Appelé Pacte de Bagdad, le Traité d'Organisation du Moyen-Orient a été signé le 24 février 1955 par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni. Les États-Unis rejoignent le comité militaire de

aide importante. En contrepartie, les États-Unis veulent que les autorités de Damas intègrent les réfugiés palestiniens comme des citoyens syriens à part entière. En 1952, Washington propose 400 millions de dollars pour l'installation de 500 000 Palestiniens dans les plaines agricoles de Djezireh.

Le Parti socialiste arabe d'Akram Hourani et le parti Baas de Michel Aflaq s'opposent violemment à cette proposition, qui, selon eux, représente la vente pure et simple du droit au retour des Palestiniens. Résultant d'une alliance entre le Parti socialiste d'Hourani et le Baas d'Aflaq, le nouveau parti Baas arabe socialiste tente de renverser Chichakli en 1952. Ce dernier refuse l'accord avec les États-Unis. Il est néanmoins renversé en 1954. Après une période de grande instabilité, l'Égypte de Nasser et la Syrie s'unissent pour créer la République arabe unie (RAU), le 1^{er} février 1958. Mais la RAU est un échec et le général Haydar al-Kouzbari rétablit la République arabe syrienne après un nouveau coup d'Etat le 28 septembre 1961.

Mais l'instabilité demeure: le 8 mars 1963, un nouveau coup d'État installe un Conseil national révolutionnaire au pouvoir, avec à sa tête Amin al-Hafez. Ce conseil est constitué d'un groupe de militaires et de civils, tous issus du Baas.

À quelques mois d'intervalle, le Baas commet un autre coup d'État en Irak. Le gouvernement syrien réfléchit, à nouveau, à l'éventualité d'une union avec l'Irak et l'Égypte. Un accord est signé au Caire le 17 avril 1963, pour soumettre le principe à référendum en septembre. Mais les désaccords se multiplient entre les trois pays et le projet d'union est abandonné. En mai 1964, le président Amin al-Hafez promulgue une constitution temporaire prévoyant l'établissement d'un Conseil national de la révolution (CNR).

Le 23 février 1966, un groupe de militaires dirigé par Salah Jedid, toujours issus du Baas, renverse le gouvernement d'Amin al-Hafez. Le nouveau pouvoir dissout le CNR, abroge la Constitution et chasse les fondateurs historiques du parti Baas syrien - Michel Aflaq, Salah al-Din al-Bitar et Akram Hourani -, abandonnant certains des idéaux du panarabisme au profit d'une politique plus autocentrée. Le nouveau pouvoir parle alors de «rectification» de la ligne du parti. L'issue de la guerre de juin 1967 désavoue ce choix et affaiblit du même coup le gouvernement de Salah Jedid.

Le 13 novembre 1970, le ministre de la Défense Hafez al-Assad dirige un nouveau coup d'État. Déposant Salah Jedid, il devient, grâce à sa «révolution correctrice», le nouvel homme fort de la Syrie. Un an après, il sera Président de la République.

l'alliance en 1958. Le pacte sera rebaptisé Organisation du Traité central (*Central Treaty Organisation*) ou CENTO, après le retrait irakien le 24 mars 1959. L'organisation est dissoute en 1979. Erigée sur le modèle de l'OTAN et conçue comme le prolongement de l'OTASE, cette alliance contraint les signataires à la coopération et la protection mutuelle sans ingérence dans les affaires intérieures. Son objectif principal était de contenir l'influence de l'URSS en formant une ligne d'États forts sur sa frontière sud.